



La Tribune

96^e année, no 190

LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE

www.cyberpresse.ca

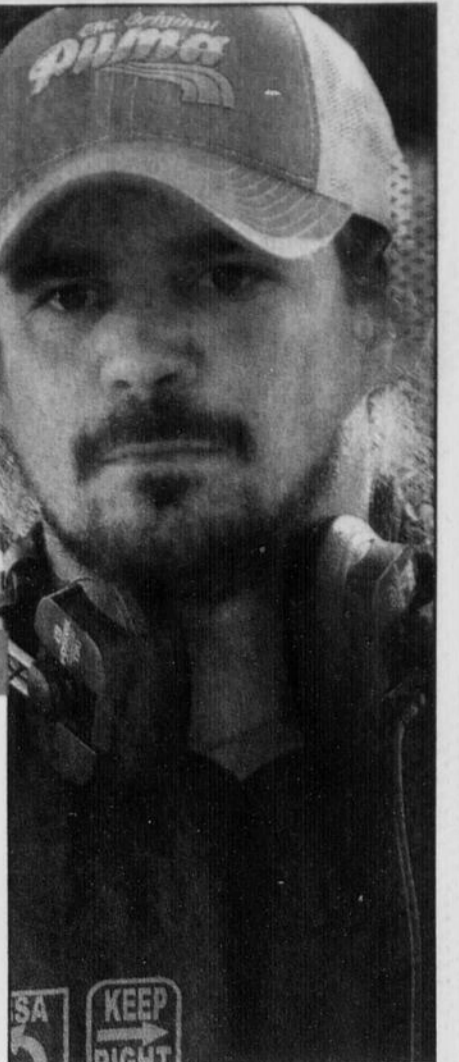
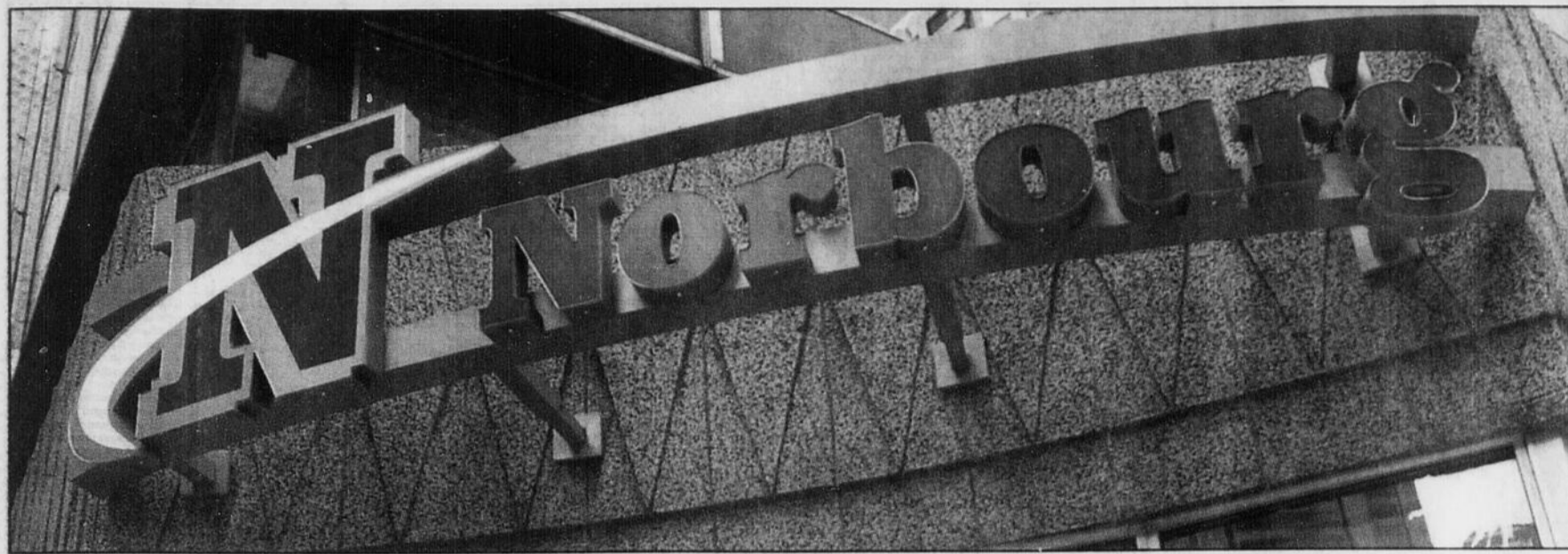


Photo: Crystallins / photomontage: La Tribune

CINÉMA

Robin Aubert sur le chemin de *Saints-Martyrs-des-Damnés*

page E1

DE MAL EN PIS!

Le trou chez Norbourg atteint 130 millions

Karine Fortin (PC)
MONTRÉAL

La situation financière de Norbourg et de ses filiales est encore pire que ce que craignait l'Autorité des marchés financiers quand elle a ordonné la cessation de ses activités, il y a un mois. Le rachat ou la relance de l'entreprise semblant désormais impossible, l'organisme de réglementation a recommandé la liquidation de ses actifs.

D'après l'administrateur provisoire nommé par Québec, l'écart entre la valeur aux livres et la valeur réelle des actifs de la société atteint 130 millions \$, plutôt que 70 millions \$ comme on l'avait d'abord cru.

Il ne reste plus que 75 millions \$ dans les comptes de Norbourg et de ses filiales qui devraient pourtant en contenir près de 3 fois plus, soit 205 millions \$, souligne Richard Messier de la firme Ernst & Young, dans son premier rapport rendu public hier.

Par ailleurs, 19 des 31 fonds Norbourg et Evolution que gérait la compagnie de Vincent Lacroix sont aujourd'hui à peu près vides, c'est-à-dire qu'ils contiennent moins de 300 000 \$.

Jusqu'à maintenant, les enquêteurs ont identifié pour 85 millions \$ de «retraits irréguliers» des comptes de la société chez son dépositaire, Northern Trust.

De ce montant, 58 millions \$ auraient servi à faire des acquisitions, à financer les activités de la société ou à emplir les poches d'un ou plusieurs individus. Le travail se poursuit pour éclaircir l'utilisation faite du reste de l'argent.

Il en coûte actuellement entre 150 000 \$ et 175 000 \$ par semaine pour couvrir les coûts de conservation de Norbourg (loyer, employés, honoraires, etc.).

Voir Un trou de 130 millions en page A2



Vincent Lacroix, pdg de la société d'investissement Norbourg

Le père de Vincent Lacroix s'en prend à une journaliste



Jean-François Gagnon

jean-francois.gagnon@latribune.qc.ca
MAGOG

Plus rien ne semble aller pour le grand patron de la société d'investissement Norbourg, Vincent Lacroix, et son entourage. Tôt hier matin, le père de l'homme au coeur du scandale financier, Donald Lacroix, n'a pas hésité à se servir d'un bâton pour chasser de sa propriété, à Magog, une journaliste et un cameraman.

Une équipe de Radio-Canada Estrie, la journaliste Stéphanie Tremblay et le cameraman Réjean Gagnon, s'est présentée vers 7 h 10 au domicile de Donald Lacroix, situé dans un quartier résidentiel à la tête du lac Memphrémagog.

Après être descendus de leur véhicule, les deux équipiers se sont avancés vers la porte du domicile de Donald Lacroix avec leur caméra en marche. Ils ont sonné et attendu qu'on ouvre sans se douter un instant de ce qui se produirait par la suite.

Armé d'un bâton de baseball, le père de Vincent Lacroix a répondu en vociférant contre le cameraman pour pour ensuite chasser violemment le duo de son terrain.

D'après les images présentées à la télévision de Radio-Canada dans les heures qui ont suivi, il est clair que la caméra a été touchée et probablement même endommagée par Donald Lacroix. La journaliste a également affirmé avoir été cognée à la main. Elle aurait d'ailleurs consulté un médecin, hier.

Prenant leurs jambes à leur cou devant cette réaction, les deux équipiers se sont enfermés dans leur véhicule et ont décampé des lieux pour ensuite se rendre aux bureaux de la Régie

Voir Le père en page A2

GRAND DOSSIER

Élections municipales
Les jeunes se font rares

4^e volet en A10 - A11

Photo: Imacorn / maxime Picard

SPORT D'ÉLITE

Du talent... mais à quel prix?

pages D3, D4

La Tribune est 100% RECYCLABLE!

DOSSIER

Les immigrants et le marché de l'emploi Un arrimage difficile

Denis Dufresne
SHERBROOKE

Le Québec mise de plus en plus sur l'immigration pour pallier la dénatalité et combler ses besoins en main-d'oeuvre. Ainsi, la province devrait accueillir 48 000 nouveaux arrivants par année d'ici 2007, une hausse de 27 pour cent par rapport à 2002.

Pour la région de l'Estrie, cela représente autour de 1000 immigrants par année.

Selon le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, l'essentiel de ces nouveaux arrivants seront des «indépendants», des gens qui choisissent de

venir ici. Souvent qualifiés, bon nombre d'entre eux ont toutefois de la difficulté à s'intégrer à un marché du travail qui ne reconnaît ni leurs diplômes ni leur compétences.

De l'avis de plusieurs responsables d'organismes qui oeuvrent auprès des immigrants, les entreprises devront opérer un changement de culture radical pour faire face à cette nouvelle réalité et intégrer ces travailleurs qui ne demandent qu'à mettre leur savoir-faire en valeur.

La Semaine des rencontres interculturelles, qui débute demain, offre une occasion de réfléchir sur ces nouvelles réalités.

À LIRE EN A3

Suprem Automobile
Large gamme de 4 roues motrices intégrales - (819) 821-9272

MÉTÉO

Ensoleillé Max.: 19 Min.: 7
Lever du soleil: 6h45 Coucher: 18h26

INDEX

Ann. class. C1	Loterie A15
Arts E1, F1	Météo C8
Carrières H1	Mots croisés C17
Décès D7	Opinions A18
Horoscope ... C17	Sports D1
Le monde B2	Tourisme G1

CESSEZ DE CONSOMMER...

LA COMPACTE LA PLUS ÉCONOMIQUE SUR LE MARCHÉ

Civic, coupé ou berline

Financement 1,9% jusqu'à 60 mois

Canadian Driver.com

4.9 l/100 Km ou 58 milles / gallon

HONDA
Sherbrooke Honda
2615, rue King Ouest 566-5322
www.sherbrookehonda.com

Vous donnez. Nous planifions.

Votre planification financière ou successorale peut inclure un don planifié à la Fondation du CHUS. Ainsi, votre geste du cœur accomplira de grandes choses!


FORCE FINANCIÈRE EXCEL

Cabinet de services financiers et de planification financière

3000, rue King Ouest, bureau 200
Sherbrooke (Québec) J1L 1Y7
Tél. : (819) 566-7070
excel@groupeexcel.com

Mon clin d'oeil
Stéphane Laporte

André Boisclair est en train de remporter la course à la chefferie du PQ, les deux doigts dans le nez.



À LIRE DEMAIN

Mérite estrien

Vincent Vallières et la musique qui donne du souffle



La Tribune

Division de Les Journaux Trans-Canada (1996) inc.
Édité et imprimé au
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8
www.cyberpresse.ca

PRÉSIDENTE ET ÉDITRICE Louise Boisvert	DIRECTEUR FINANCES ET ADMINISTRATION Pierre Vallée
RÉDACTION (819) 564-5454 Télécopieur 564-8098 redaction@latribune.qc.ca	PUBLICITÉ (819) 564-5450 Télécopieur 564-5482
RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier	DIRECTRICE Suzanne-Marie Landry
DIRECTEUR DE L'INFORMATION André Larocque	ADJOINTS Alain LeClerc Sophie Thibaut
ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau	ANNONCES CLASSÉES (819) 564-2222 Télécopieur 564-5482 Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30
PRODUCTION ET INFORMATIQUE DIRECTEUR René Béliqueau ADJOINTS André Roberge Steeve Rancourt Stéphane Garant	ABONNEMENT ET TIRAGE (819) 564-5466 Sans frais 1 800 567-6955 DIRECTEUR André Custeau ADJOINT Serge Nadeau

Un trou de 130 millions

Suite de la page A1

Or, à l'issue d'un mois de travail, l'équipe d'Ernst & Young a conclu que la compagnie et la quasi totalité de ses filiales ne sont pas rentables et ne pourraient vraisemblablement pas le devenir à court terme.

«Les options pour redresser les sociétés sont peu nombreuses, écrit M. Messier. Par conséquent, dans le meilleur intérêt des investisseurs, ces sociétés devraient être liquidées le plus rapidement possible.»

9200 personnes touchées

L'Autorité a fait sienne cette conclusion et demandé vendredi matin au Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières (BDRVM) de recommander au ministre des Finances du Québec, Michel Audet, la liquidation des biens de l'entreprise.

«Force est de constater que le tableau est sombre. Des milliers d'investisseurs vivent et vivront des situations difficiles. Dans ce contexte, il est primordial pour l'Autorité de mettre tout en oeuvre pour faire en sorte que leurs meilleurs intérêts soient protégés», a insisté le président de l'organisation, Jean Saint-Gelais, lors d'un point de presse.

D'après les premières évaluations, quelque 9200 personnes seraient directement concernées par le scandale. Il appartiendra à un éventuel liquidateur de déterminer la meilleure manière de répartir le produit de la vente des actifs de Norbourg entre les investisseurs floués.

De l'aveux même de M. Saint-Gelais, en dépit des efforts déployés, les possibilités qu'ils voient un jour la couleur de leur argent sont plutôt minces.

Pour la première fois de son histoire, l'Autorité a toutefois décidé d'entreprendre des poursuites judiciaires en leur nom. Les journaux publieront d'ailleurs aujourd'hui une lettre les informant de cette démarche.

Quand JEUNESSE Le grand saut s'en mêle



David Bombardier

david.bombardier@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

C'est incontournable. Chaque fois que je dis que j'ai fait de la chute libre, on met ma lucidité en doute. Je ne comprends vraiment pas. Se lancer dans le vide à 11 500 pieds d'altitude avec un simple bout de toile et des cordes pour te sauver la vie, y'a vraiment rien là!

Bon, dans mon cas, c'est vrai, j'avais un gars collé dans le dos pour me protéger. C'est plus sécuritaire en tandem. Et comme disait mon chum de gars, si le parachute n'ouvre pas, organise-toi pour faire un flip afin que ce soit lui qui touche le sol en premier!

On attend patiemment notre tour. Un groupe de parachutistes en solo font le grand saut. On les regarde tomber en chute libre à une vitesse folle. On les envie.

Les parachutes s'ouvrent l'un après l'autre. Mais un point noir continue de grossir. La parachutiste tarde à actionner son parachute. Elle finit par le faire, mais au même moment,

son parachute de secours s'ouvre automatiquement. Ses deux parachutes s'entremêlent. Le sol se rapproche...

Elle a réagi vite, la jeune femme. En quelques fractions de secondes, elle a réussi à détacher son parachute principal. On a vu celui-ci poursuivre mollement sa descente jusqu'au sol, directement dans la rivière.

La parachutiste, elle, est parvenue à atterrir avec son parachute de secours, visiblement ébranlée. On le serait à moins... Mais ce n'est pas parce qu'une parachutiste vient d'avoir la peur de sa vie que je vais commencer à me stresser. Je suis zen. Mon degré de stress flirte toujours avec le zéro absolu.

On embarque finalement dans le minuscule avion, qui s'appareille plus à un modèle à coller qu'à un Boeing 767. On se colle et ça décolle. On fait bye bye à nos blondes et au plancher des vaches. Le temps est splendide. Gros soleil. Pas de vent. On monte, monte et monte encore jusqu'à 11 500 pieds, soit plus de 3,4 km d'altitude. Le moment de vérité approche. Jusque-là, ça va toujours numéro 1. Je ne suis toujours pas stressé. J'ai juste... faim!

La porte s'ouvre. Mon ami saute avec son gars collé dans le dos. C'est à mon tour. Je m'approche de la porte avec mon propre gars collé dans le dos (ce n'est pas vraiment agréable et c'est contre ma nature, mais compte tenu des

circonstances, j'ai fait une exception).

Je sors le pied droit dehors... et l'aiguille de stress passe instantanément de 0 à 10. Eh merde! J'ai la tête au-dessus du vide et je vais vraiment me laisser tomber... Mon cerveau ne comprend pas du tout. Sauter dans le vide alors que ta vie ne tient qu'à un, ou plutôt à plusieurs fils reliés à une voile pliée dans un sac à dos, c'est totalement irrationnel.

Je n'ai pas trop eu le temps d'y penser. Mon gars collé dans le dos a rapidement fait le décompte et hop, on s'est mis à tourner dans le vide en disant adieu à toute notion d'orientation. Quelques secondes de plus et j'avais les joues creuses et les dents sèches, filant à 180 km/h vers le sol en ayant l'impression de voler comme un oiseau... obèse.

Après quarante-cinq secondes de chute libre, le parachute s'ouvre. Déjà. Pendant les huit minutes suivantes, on descend tranquillement en faisant des vrilles à gauche et à droite pour essayer de retrouver l'exaltation de la chute libre. En vain.

Apeurant? Pas du tout! Je dirais plutôt que c'est l'expérience la plus euphorique de toute ma vie. De l'adrénaline pure qui vaut bien plus que 250 \$!

Tout le monde me traite de fou d'avoir essayé ce sport extrême. Je réponds plutôt que je suis fou de ne pas l'avoir essayé avant.

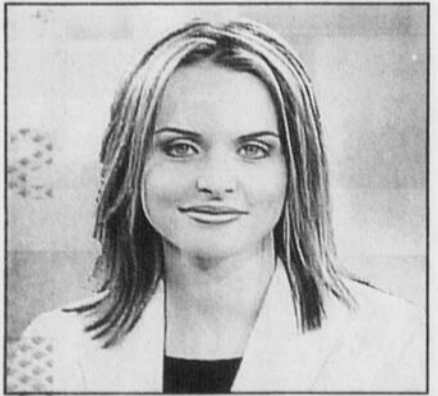
Le père

Suite de la page A1

campé des lieux pour ensuite se rendre aux bureaux de la Régie de police Memphrémagog et porter plainte.

Sur place, les policiers ont reçu la plainte et l'ont transmise au procureur de la Couronne. Le dépôt des accusations a été reporté à lundi, après entente entre la Couronne et l'avocat de M. Lacroix.

La Tribune a tenté d'obtenir une entrevue avec Stéphanie Tremblay, hier, mais le chef de l'information à Radio-Canada Estrie, Marcel Courchesne, s'est opposé à cette requête. «On ne désire pas envenimer la situation. Des plaintes ont été déposées, a expliqué M. Courchesne. Mais il est clair pour moi que notre équipe a-tout fait dans les règles de l'art. Il est impossible de reprocher quelque chose à notre équipe.»



Radio-Canada Estrie

Stéphanie Tremblay

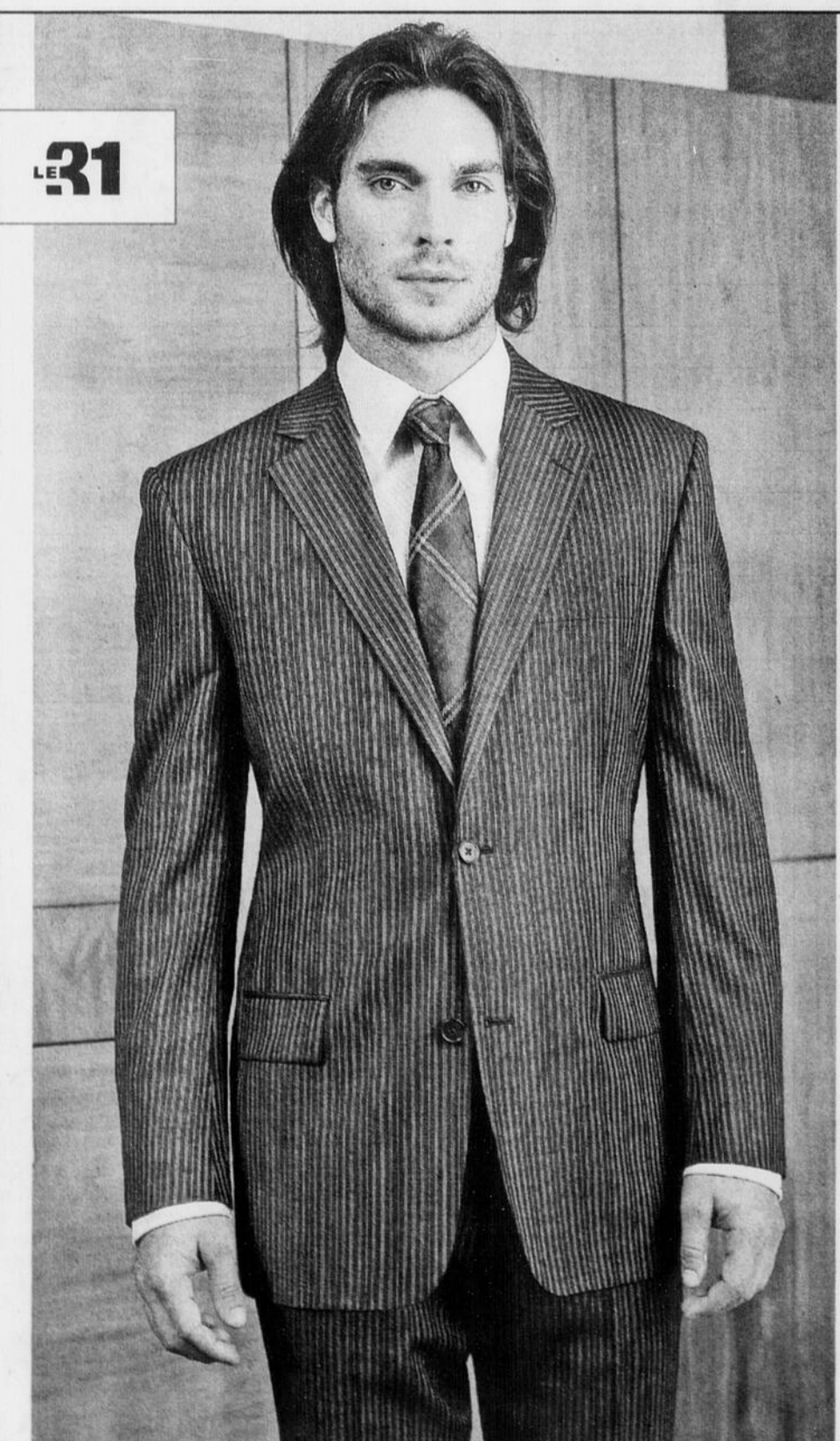
Lors de l'entrevue diffusée à la télé, Stéphanie Tremblay et son cameraman ont tous deux révélé n'avoir jamais vécu une situation semblable auparavant. «On s'attend à ce que des gens nous disent de quitter leur propriété, mais c'est la première fois en carrière que ça m'arrive de cette façon», a noté Réjean Gagnon.

«On s'est dit qu'on faisait notre travail avant d'aller cogner. Mais il est sorti en nous injuriant. On n'a même pas insisté. J'ai eu peur d'être frappé au visage», a quant à elle confié la journaliste au cours de l'entrevue.

En entrevue, Donald Lacroix n'est pas apparu repentant le moins du monde. «J'attendais des gens qui étaient censés venir couper des arbres sur mon terrain. J'étais encore dans ma chambre et je croyais que c'était eux qui arrivaient quand j'ai entendu une portière se fermer dehors. J'ai été insulté de constater qui entraînait sur mon terrain», a-t-il déclaré.

Selon ce dernier, le duo n'avait rien à faire chez lui, d'autant plus qu'il n'est plus le porte-parole officiel de Norbourg depuis quelques semaines déjà. «On l'a annoncé par communiqué. Je ne vois pas pourquoi ils ne le savaient pas!»

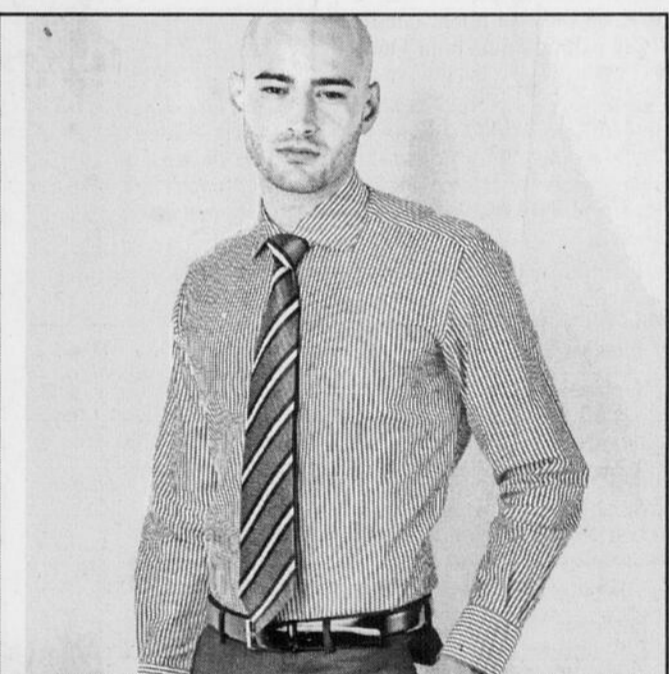
«J'ai mis mes avocats là-dessus. Il faut apprendre que la vie privée existe!», a tranché Donald Lacroix, en refusant d'admettre que les démêlés de son fils avec l'Autorité des marchés financiers avaient créé un surcroît de pression chez lui.



LE 31

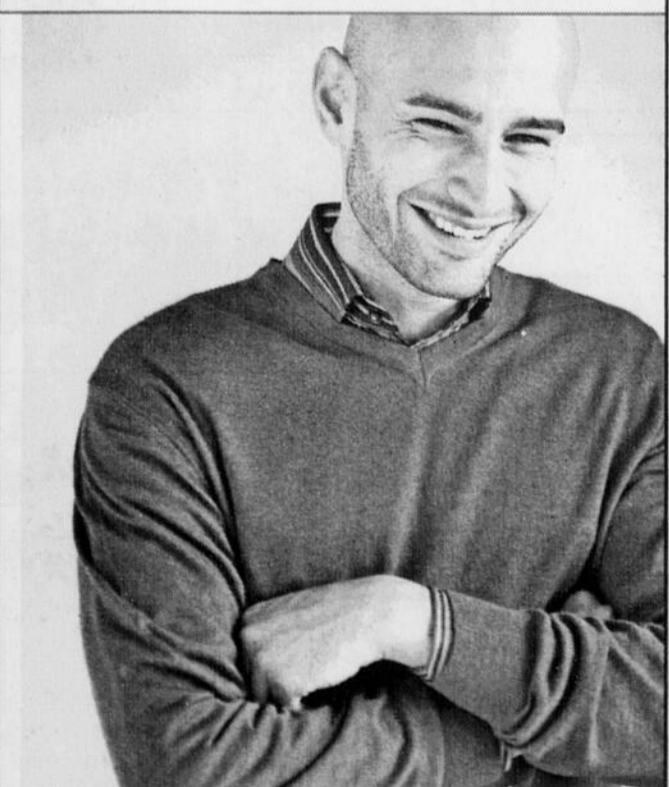
LE COMPLET RAYURES ARCHITECTURÉES
295.00

C'est une belle étude sur la rayure, déclinée dans une palette parfaitement harmonieuse de kaki et gris argent sur fond gris acier, qui caractérise de façon très distinctive le complet deux boutons à fentes latérales, signé «Report». Pantalon sans plis, taille plus basse. Pure laine. 38 à 46. Chemise 88.00, cravate 98.00



LA CHEMISE RAYURES BANQUIER
59.95

Une indispensable classe affaires avec ses rayures tissées en bleu dans le pur coton blanc, sa forme plus près du corps et son col en pointes évasées à l'italienne. Une exclusivité du 31. Poignets boutonnés. 14 1/2 à 17 1/2 manches régulières et longues. Rég. 88.00 Cravate 58.00



LE PULL V LAINE MÉRINOS
59.95

Notre exclusivité italienne en fine laine mérinos de qualité supérieure signée Zegna Baruffa. Un essentiel moderne qui se coordonne avec tout dans des coloris pure mode et classiques de noir, vert, gris, marine, royal, pourpre, rubis, magenta, marron. P.m.g.t.g. Rég. 85.00 Chemise 88.00

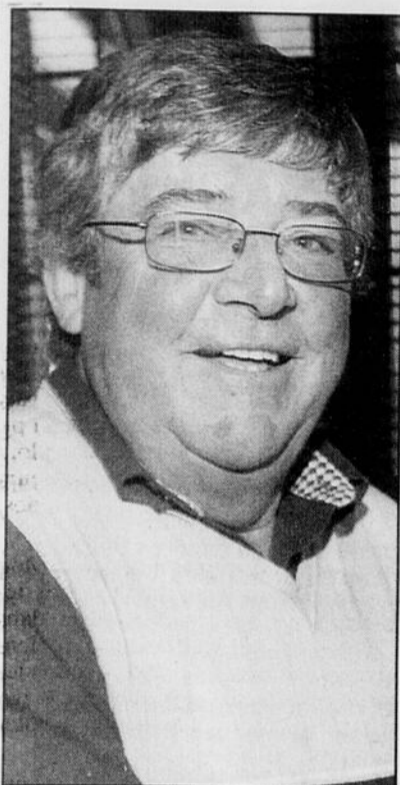
simons

WWW.SIMONS.CB POUR EN VOIR ENCORE PLUS!



Plus qu'un ami

Fin septembre. Ça m'apparaissait tellement loin. Et puis, je suis tellement occupé et préoccupé depuis quelque temps, que je ne m'arrêtais pas vraiment pour y penser. Réflexe d'un quelconque système immunitaire peut-être. C'était mieux comme ça de toute façon. J'aurais eu le coeur gros rien qu'à envisager le vide que ce moment allait créer dans ma vie.



Denis Messier

Hier, fin septembre, mon ami est parti. Il a vidé son classeur, son bureau, ramassé les photos de sa blonde et de sa fille, remis son laissez-passer qui lui donnait accès en tout temps aux installations du journal, rue Roy, puis il s'en est allé. Le coeur gros. Et moi, j'avais les yeux pleins d'eau.

À 65 ans bien comptés, après 42 années passées au journal, dont une trentaine assis au pupitre qui se trouve juste en face du mien, l'heure de la retraite a donc sonné pour Denis Messier. C'était prévu à la convention collective depuis 1991. On nous assurait un job jusqu'à l'âge de 65 ans si on acceptait les changements technologiques proposés. On a dit «oui». Alors, à 65 ans, c'est fini, qu'on le veuille ou non.

Je sais que s'il avait eu le choix, Denis ne serait jamais parti. Son travail, c'était sa passion. Sa plus grande passion. Plus que le golf encore. C'est tout dire.

Si on m'avait donné le choix, il ne serait jamais parti non plus. Parce que Denis, mes collègues du journal peuvent en témoigner, a toujours été mon allié, mon mentor, mon confident, mon protecteur et mon ami. Mon meilleur ami.

En fait, je l'ai connu bien avant de travailler sous ses ordres à la section sportive. J'ai fait sa connaissance à l'âge de 14 ans, au moment où je me suis enrôlé comme cadet au Club de golf de Sherbrooke. Même comme golfeur, on disait de lui qu'il avait tout un caractère et les autres cadets n'étaient pas très entichés de l'idée d'avoir à travailler pour lui. Moi, je l'aurais fait gratuitement. Tout simplement parce que je rêvais de devenir journaliste un jour. Comme lui.

Il se rappelait d'ailleurs de moi le jour où mon rêve s'est réalisé et que je suis devenu son nouveau journaliste à la section sportive... cinq années plus tard. Il m'a pris sous son aile et m'a tout appris de ce métier. À l'aimer surtout.

Je rêvais de suivre ses traces et c'est effectivement ce qui s'est produit. Au point de lui succéder au poste de directeur de la section sportive du journal le jour où il est devenu potineur. Ou écotier, si vous préférez.

Denis a toujours été un bourreau de travail. Sept jours sur sept. Il ne comptait jamais ses heures, ce qui faisait damner le syndicat. Il n'en faisait qu'à sa tête, ce qui faisait damner ses supérieurs. C'était le journal d'abord.

Je suis soulagé de voir que la direction du journal a trouvé un moyen d'atténuer le passage de Denis vers la retraite. C'est un moment qu'il appréhendait.

Même si son pupitre sera cédé à un(e) plus jeune journaliste dans la salle de rédaction, on demande à Denis de continuer à alimenter *La Tribune*, deux fois par semaine, en potins et échos de toutes sortes. On ne pouvait pas le remercier de plus belle façon après 42 années de loyaux services.

Hier, dernière journée du mois de septembre, j'ai réalisé en regardant Denis s'affairer à faire le vide autour de lui, que je voyais partir un homme qui, encore plus qu'un mentor ou un ami, a été un père pour moi.

Merci Denis.

mgoupil@latribune.qc.ca

Des mentalités à changer



Denis Dufresne

denis.dufresne@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

DOSSIER

Le Québec accueille de plus en plus d'immigrants et l'Estrie ne fait pas exception alors que près d'un citoyen sur 20 est d'origine étrangère, d'où l'importance pour la société d'accueil d'intégrer ces nouveaux citoyens, dont beaucoup sont des travailleurs qualifiés qui parlent déjà le français.

Un arrimage reste toutefois à faire entre les employeurs et ces nouveaux citoyens qui ne demandent qu'à faire leur place sur le marché du travail.

«À Sherbrooke, notre population est vieillissante et nous allons connaître une pénurie de main-d'oeuvre dans les prochaines années. Il faudra donc faire de plus en plus de sensibilisation auprès des employeurs et de la population face à l'importance de l'immigration», livre Charles Biron, intervenant au Service d'accès au travail pour personnes immigrantes (SATI).

Cet organisme est financé principalement par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et Emploi Québec.

Il offre deux types de services: l'aide à la recherche d'emploi et la formation en employabilité (informations sur le marché du travail, normes du travail, droits de la personne, informatique, etc.).

«Notre job, c'est de promouvoir la personne immigrante et ses compétences. Ce n'est pas un manque de volonté, mais en raison de la méconnaissance de certains aspects culturels un employeur

peut parfois être réticent. Mais au moment où il va se rendre compte que cette main-d'oeuvre est compétente, il va l'embaucher», affirme M. Biron.

«Le problème, c'est qu'on vit dans une société qui roule à 100 kilomètres/heure. À l'heure du "just in time", le fait de demander aux employeurs de faire un plan d'accueil, ça devient un fardeau pour eux et c'est coûteux», observe-t-il.

«Toutefois, avec le manque de main-d'oeuvre qui s'annonce, nous aurons de plus en plus besoin de ces gens-là et les entreprises qui auront pris les devants seront avantagées», croit Christiane Chênevert, formatrice au SATI.

En 2004, le SATI a accueilli plus de 300 nouveaux arrivants pour des formations en employabilité et de l'aide individuelle pour la préparation de curriculum vitae et la recherche d'emploi.

Fait à signaler, la Ville de Sherbrooke s'est dotée récemment d'une politique d'accueil et d'intégration des immigrants destinée notamment à assurer une accessibilité à ses services et à ses emplois aux nouveaux arrivants.

Des obstacles

Conseillère en formation au SARI, Aida Arrasquito signale que plusieurs obstacles se dressent sur le chemin de l'immigrant en quête d'un emploi.

Parmi ceux-ci, la difficulté des employeurs à apprécier le curriculum vitae

d'une personne immigrante, la gêne de celle-ci à se mettre en valeur, de même que le manque de connaissance et d'expérience du marché du travail québécois.

Si la personne est embauchée, des problèmes d'incompréhension de la structure de l'entreprise et des consignes à respecter peuvent survenir. Parallèlement, l'employeur peut ne pas comprendre la culture et les coutumes du nouvel employé, ce qui nuit à son intégration à son milieu de travail.

«En résumé, c'est tout l'arrimage entre la culture de la personne et celle d'ici qui fait en sorte que ça fonctionne ou non. Si l'employeur est sensible à tout cela, l'intégration est plus facile», dit Mme Arrasquito.

Les nouveaux arrivants, souvent qualifiés, ont également beaucoup de difficultés à faire reconnaître leurs diplômes, dit Christiane Chênevert.

«Il est important que les entreprises soient sensibilisées sur le type d'immigrants que l'on sélectionne. Ce sont des gens qualifiés, des immigrants indépendants qui ont fait le choix de venir ici», fait-elle remarquer.

Pénuries

Or, les métiers régis par un ordre professionnel ne sont pas très ouverts.

«Ici au SATI, on a des médecins, des ingénieurs, qui sont incapables de se placer, alors qu'on est en pénurie! Ils doivent faire analyser leur dossier et refaire les examens. Au Collège des médecins, le taux de succès est de un pour cent... ethnocentrisme peut-être?» demande-t-elle.

Et même si un immigrant qualifié accepte un poste en deçà de ses compétences, il peut arriver qu'ils soit viré tout simplement parce qu'on le juge trop... compétent ou menaçant!

«Pour l'employeur il est difficile de bien évaluer un travailleur immigré et il y a toujours la crainte qu'il y ait inadéquation entre son expérience et ce qu'il doit faire. Nous, on leur dit d'offrir un stage de quelques semaines à la personne et de voir ensuite s'il est possible d'aller plus loin», signale Mme Chênevert.

«La communication est importante, il faut que les choses soient très claires. Et si, par exemple, le nouvel arrivant n'est pas accepté dans son milieu de travail, c'est à l'employeur d'y voir», ajoute-t-elle.

Conflits potentiels

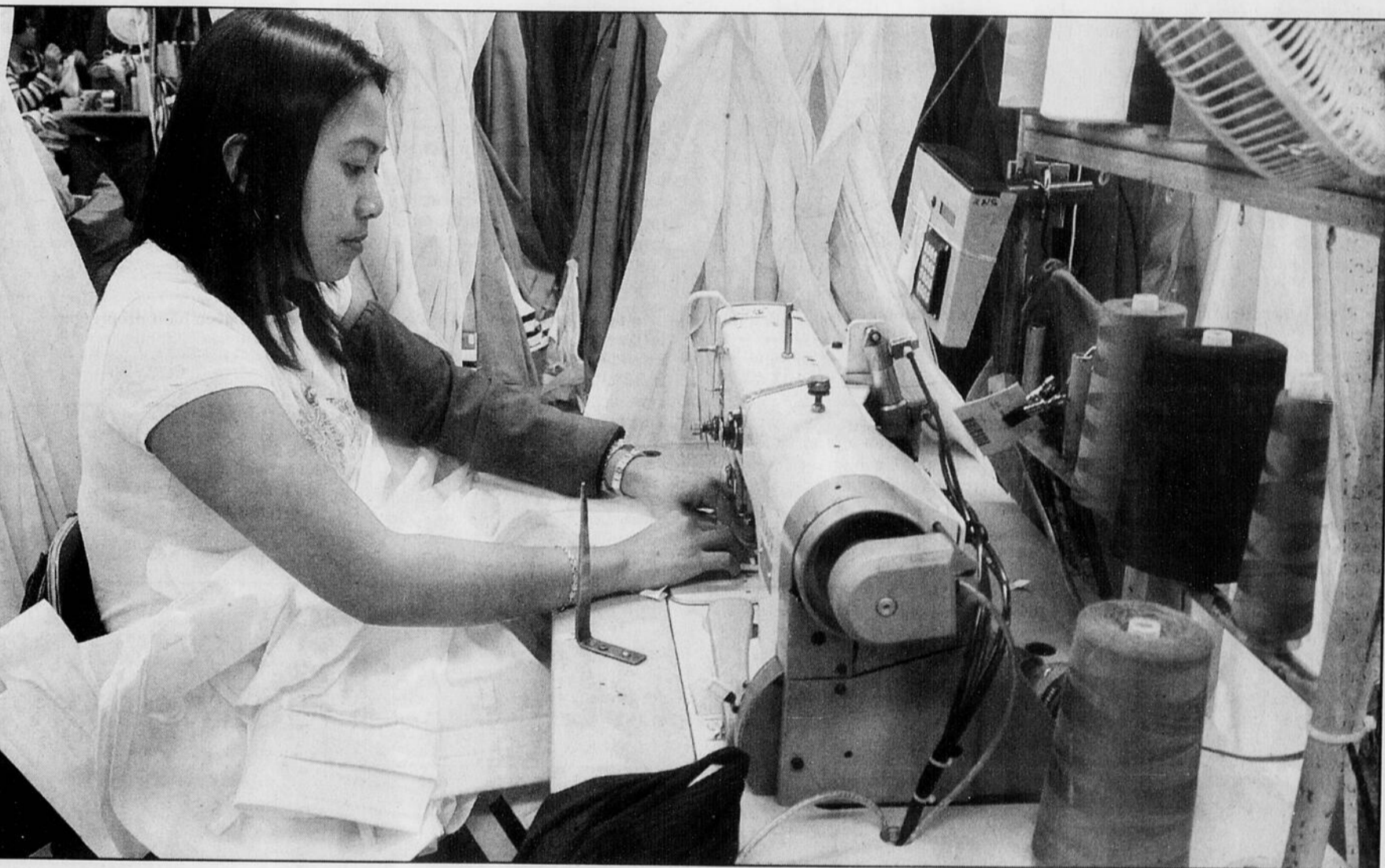
Aida Arrasquito essaie pour sa part d'aller rencontrer les employeurs pour démystifier les différences culturelles et résoudre les conflits potentiels.

«Depuis les trois dernières années, nous recevons de plus en plus d'immigrants, il faut donc donner aux employeurs les outils nécessaires et ça demande une organisation», note Micheline Larochelle, conseillère en emploi au SATI.

Charles Biron reconnaît qu'il reste beaucoup de chemin à faire pour que l'embauche de personnes immigrantes soit plus simple.

«Avec le temps nous allons démystifier les choses et convaincre les employeurs que ce n'est pas la couleur de la peau ou l'accent qui compte mais la compétence. Il faut créer un lieu de confiance, mais il faut aussi reconnaître que c'est un phénomène récent», souligne-t-il.

Dans le cadre de la Semaine des rencontres interculturelles, la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Lise Thériault, sera à Sherbrooke vendredi pour rencontrer une centaine d'employeurs de la région.



Archives, La Presse, Robert Mailloux

Trouver un emploi pour les immigrants n'est pas une démarche facile. La différence culturelle crée une barrière à surmonter au départ. Faire reconnaître des qualifications parfois surprenantes s'avère une tâche souvent énorme dans ce contexte. Des immigrants se voient donc obligés, temporairement espèrent-ils, d'accepter des boulots en-deçà de leurs qualifications réelles.

Difficile avec les employeurs

Denis Dufresne
SHERBROOKE

«**J'**ai de bons amis au Québec et je n'ai pas eu de mauvaises expériences parce que je suis immigrante, mais j'ai souvent eu envie de changer de nom lorsque je cherchais un emploi!»

Arrivée au Québec en provenance de l'ex-Yougoslavie, en 1995, Lena Jovic n'a rien à redire de l'accueil des Québécois en général.

Elle n'a pas eu de difficulté à se faire de nouveaux amis ici, mais avoue que la recherche d'un emploi a été un véritable parcours du combattant, malgré les ressources en place, comme les cours de français au COFI et l'aide du SATI (Service d'accès au travail pour personnes immigrantes).

«Le plus difficile, c'était de pouvoir rencontrer les gens directement, de passer la "barrière" de la secrétaire. On a toujours l'impression de quêter quelque chose...», explique-t-elle.

Diplômée en littérature et forte d'une expérience de 15 ans comme bibliothécaire à la bibliothèque municipale de Sarajevo, Lena a dû, comme bien d'autres nouveaux arrivants, accepter que son diplôme universitaire n'avait aucune valeur ici, sans compter l'absence de références et la barrière de la langue.

«Je trouve cela dommage parce que les employeurs se privent de gens compétents et motivés», dit-elle.

En conséquence, Lena a dû occuper des emplois précaires avant de pouvoir dénicher un poste correspondant davantage à ses compétences.

«La plupart d'entre nous avons travaillé sur des fermes. Puis, j'ai travaillé dans une usine de caoutchouc», fait-elle remarquer, ajoutant qu'elle se refusait à vivre sur l'aide sociale.

Lena calcule néanmoins avoir eu de la chance puisqu'elle occupe depuis 2000 un poste régulier de commis dans un centre de documentation de l'Université de Sherbrooke.

«C'est un emploi qui exige un secondaire V, mais au moins je suis dans un domaine que je connais (...). C'est dans le cadre d'un programme de recherche d'emploi, en 1997, que j'ai pu faire un stage ici», explique-t-elle.

Les enfants

«Les gens ne nous connaissent pas, mais lorsqu'ils nous engagent ils voient qu'on est travaillant; c'est sûr que ça prend deux ou trois ans pour s'adapter», fait-elle remarquer.

Son époux a toutefois eu moins de chance puisque, diplômé en administration et doté d'une solide expérience dans le domaine de la finance, il est aujourd'hui livreur de pizza.

«Il n'a pas le choix, surtout quand on arrive à un certain âge», constate-t-elle.

Mme Jovic se console toutefois avec le fait que ses deux filles ont eu moins de difficulté à s'adapter: l'une étudie en médecine à l'Université de Sherbrooke et l'autre a complété une formation en beaux-arts à Bishop's.

Selon elle, bon nombre d'ex-Yougoslaves arrivés à Sherbrooke au milieu des années 90 ont dû quitter la région faute de pouvoir y dénicher un emploi.

«Environ 1000 personnes sont restées

ici et plusieurs ont acheté une maison; ici c'est quand même plus agréable qu'à Toronto», observe-t-elle.

Des regrets?

La vie de Lena Jovic et de siens a évidemment basculé en raison de la guerre en ex-Yougoslavie.

N'eût été de ce conflit, elle aurait pu continuer à travailler à la bibliothèque municipale de Sarajevo et serait seulement à quelques années de sa retraite.

«Peut-être qu'on retournera vivre là-bas durant quelque mois par année, surtout pendant l'hiver, parce qu'on trouve ça dur ici en hiver. C'est normal, nous sommes arrivés ici à l'âge adulte, mais pour nos enfants c'est plus facile», dit-elle.

À suivre lundi



VOYEZ-NOUS
AUSSI
en A-5

Cet hiver,
emmitoufflez-vous dans la chaleur de nos manteaux

- le chic des lainages
- la légèreté des luhta et styla
- la chaleur des fourrures et de la peau d'agneau retournée

J.A. Robert
Furure
... et manteaux

1084, RUE KING O.
SHERBROOKE
562-4006

Perspectives

Les choix dans une ville universitaire



Luc Larochelle
luc.larochelle@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Sherbrooke, ville étudiante. Sherbrooke, ville universitaire. Sherbrooke, ville soucieuse de sa relève.

Ce tourbillon de jeunesse, qui a déjà commencé à lever de terre la campagne électorale municipale, influencera cette page. Au cours des prochaines semaines, cette chronique sera baromètre de l'intérêt civique et miroir de la politique à l'intérieur d'un cadre pédagogique rigoureux.

«S'ouvrir au monde», suggère la brochure promotionnelle visant à attirer des étudiants au programme de baccalauréat en études politiques appliquées de l'Université de Sherbrooke. «Pour changer le monde, débattre des enjeux sociaux et participer activement aux décisions politiques», lit-on également dans ce prospectus.

Loin de la réalité du petit monde, le milieu universitaire? Pas plus loin que la distance d'un coup de téléphone.

Des membres du département d'histoire et de sciences politiques ont reçu avec enthousiasme la proposition de *La Tribune* d'allier nos forces pour présenter la campagne municipale sous un angle différent.

Voici le projet conjoint: un étudiant diplômé de la Faculté des lettres et des sciences humaines conduira un groupe de discussion, sous la supervision d'un professeur de sciences politiques, pour mettre en parallèle le discours des candidats à la mairie et les préoccupations de citoyens. Chaque samedi, *La Tribune* comparera les thèmes abordés au cours de la dernière semaine par les candidats aux points saillants d'un *focus group*.

Comme celui-ci sera réalisé au début de la semaine, les participants n'auront aucune idée de l'agenda électoral des jours à venir. Les organisations politiques, elles, ne sauront rien de la teneur des échanges lors du groupe de discussion avant la publication de la chronique, le samedi suivant.

Ce citoyen, pourquoi pas vous?

Le processus de recrutement de candidats (pas ceux participant à l'élection!!!) est lancé et nous proposons aux électeurs habitant Sherbrooke de vivre cette expérience de télé-réalité politique, qui se déroulera selon les règles de l'art,

dans une salle avec caméras.

«Comme dans la vraie vie, lorsque des consommateurs sont invités à participer à un groupe de discussion pour goûter les nouveautés dans la gamme des petits gâteaux Vachon et à en choisir la marque de commercialisation», trace comme parallèle M. Loiseau, un jeune professeur de 31 ans, dont le cheminement cadre parfaitement avec la préoccupation régionale de rétention de la main-d'oeuvre qualifiée.

Né à Québec, le professeur Loiseau a effectué ses études universitaires de premier cycle à Sherbrooke, mais c'est à l'Université Laval qu'il a complété sa maîtrise. L'Université de Sherbrooke a réussi à l'enraciner ici plutôt que dans sa région natale en lui offrant un poste d'enseignant en juillet 2004.

Rigueur et éthique

Les informaticiens de l'Université ont activé une adresse de courriel scrutin-2005@usherbrooke.ca pour recevoir les candidatures de citoyens intéressés à prendre part à ces discussions libres. La sélection se fera en respectant les critères usuels de représentation selon le sexe, le groupe d'âge, etc.

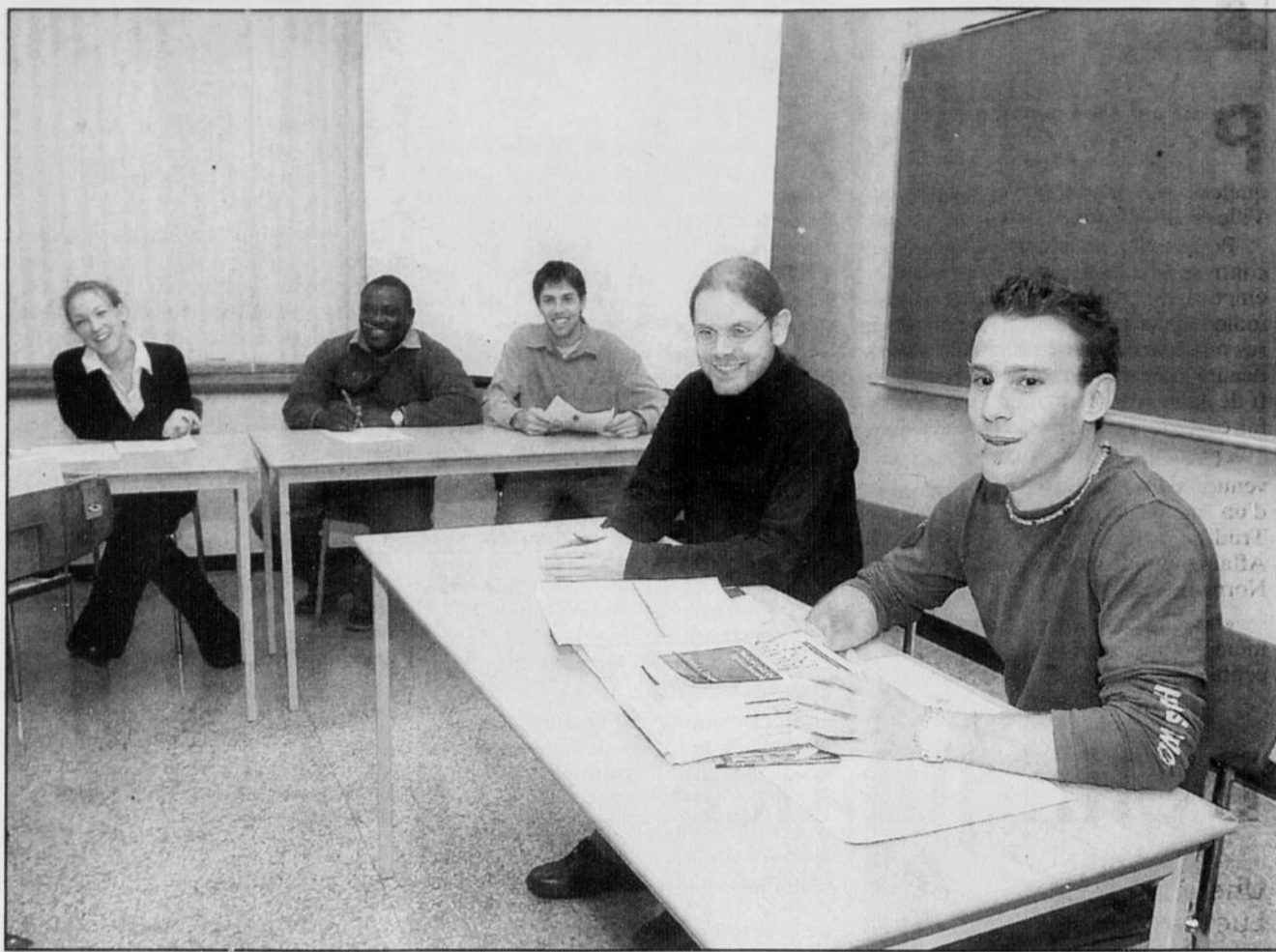
«Nous nous doutons que les organisations politiques seront tentées de déléguer subtilement de leurs sympathisants afin de recueillir de l'information stratégique ou influencer les échanges. Les taupes seront démasquées et deviendront vite suspectes aux yeux des autres participants», estime Philippe Robert, qui agira comme meneur de jeu.

Cette chronique sera baromètre de l'intérêt civique et miroir de la politique à l'intérieur d'un cadre pédagogique rigoureux

La formation universitaire de M. Robert l'a préparé à devenir un animateur perspicace. Originaire de la région et âgé de 26 ans, il possède des baccalauréats en sciences politiques et en psychologie.

Un participant soupçonné d'infiltration et d'espionnage politique servirait plutôt mal la cause d'un candidat. Les électeurs ont l'habitude de sanctionner sévèrement la fourberie...

«Contrairement à un sondage qui prend une lecture instantanée et qui répond à des questions ciblées, le groupe de



Un diplômé de l'Université de Sherbrooke, Philippe Robert (à droite), et un professeur de sciences politiques, Hugo Loiseau, coordonneront un groupe de discussion dans le cadre des élections municipales. Ce projet initié par *La Tribune* sera suivi et analysé par des étudiants, dont Éliane Nantel, Luc Lukanos et Alexandre Lacroix qui apparaissent sur la photo.

discussion nous révélera au cours du prochain mois le niveau d'intérêt ainsi que les préoccupations les plus persistantes au sein de la population», dit M. Loiseau à propos du groupe qui sera constitué au cours de la prochaine semaine.

La liste des candidatures volontaires sera à elle seule un indicateur de l'ouverture de citoyens à s'investir dans cette campagne, en s'informant et en consacrant environ 90 minutes aux séances de discussion, une fois par semaine.

Rappelons qu'un sondage réalisé pour le compte de *La Tribune* et de Radio-Canada Estrie, au début de la campagne 2001, avait révélé que seulement 25 pour cent des Sherbrookoises s'intéressaient à l'actualité municipale.

Seulement 45 pour cent des électeurs ont participé quelques semaines plus tard au choix de leur conseil municipal, une régression de sept points par rapport au scrutin municipal de 1998. Même si Sherbrooke vivait alors le bouleversement

historique d'une fusion!
«Pour nous, il s'agit d'une occasion exceptionnelle de faire le lien entre le modèle théorique enseigné à nos étudiants et la façon dont fonctionne notre démocratie», note le professeur Loiseau.

L'ensemble de la démarche sera suivie et analysée par l'un des groupes d'élèves actuellement inscrits à ce programme. Ces étudiants ont eux-mêmes simulé jeudi un groupe de discussion.

Pas dans le coup

En préparation de leur cours, quelques-uns avaient préalablement eu le réflexe de se lancer à la recherche du programme électoral des deux principaux candidats à la mairie. Introuvable!

«Il n'y a que des slogans. À peine un mois pour débattre de l'avenir d'une ville, c'est insuffisant», a dénoncé l'un d'eux.

«Qu'on ne se demande pas pourquoi

le citoyen n'a pas d'intérêt, il ne perçoit aucun enjeu», a renchéri une autre.

«Je n'ai pas vu un seul des candidats sur le campus» a déploré une troisième.

Des pressions sont actuellement exercées auprès des responsables des élections afin d'ouvrir un bureau de révision directement sur le campus. Ce serait une façon d'encourager la participation des étudiants.

«Personne n'y avait pensé avant qu'on insiste», a souligné ironiquement une étudiante.

Difficile de la contredire.

Ça me dit de rire

Avec le vieillissement du corps professoral, on redoute une pénurie de main-d'oeuvre dans plusieurs programmes, y compris l'enseignement de l'éthique. A moins de recycler d'autres fraudeurs repentis.

Plusieurs candidats officiellement dans la course

David Bombardier
SHERBROOKE

Plusieurs candidats ont déposé leur bulletin de mise en candidature, hier, en vue des élections du 6 novembre. Entre autres, Hubert Richard est officiellement entré dans la course à la mairie.

Dans le district de Brompton, Nicole Bergeron est devenue candidate, tout comme Bernard Tanguay, dans le district de Marie-Rivier, Douglas MacAuley, dans celui de Lennoxville, William Smith, dans celui d'Uplands et Thomas A. Allen, dans celui de Fairview.

Du côté de Deauville, une lutte se dessine alors que Vincent Roselli a officiellement déposé son bulletin de mise en candidature. Il sera opposé à l'actuelle conseillère du district, Diane Déglise.

L'ex-maire d'Ascot, Robert Pouliot, sollicite quant à lui un nouveau mandat dans le district d'Ascot. Au cours des quatre dernières années, il a présidé le comité de sécurité publique de la Ville de Sherbrooke. En 2001, il avait facilement battu l'ex-conseiller municipal Denis Demers.



Robert Pouliot

La saison des débats se met en branle

David Bombardier
SHERBROOKE

Les candidats à la mairie auront de nombreuses occasions de croiser le fer au cours des prochaines semaines. Au moins six débats entre les candidats sont déjà anticipés et d'autres sont à prévoir.

L'Association des locataires de Sherbrooke devrait pouvoir poser ses questions à Jean Perrault, Hélène Gravel et Hubert Richard le samedi 15 octobre en avant-midi. Le thème du logement social sera à l'avant-plan.

Le jeudi 20 octobre, *La Tribune* accueillera Hélène Gravel et Jean Perrault dans le cadre d'un face-à-face. Ces deux candidats se retrouveront ensuite dans les studios de Radio-Canada Estrie, le mercredi 26 octobre.

Le même jour ou le lendemain, M. Perrault et Mme Gravel débattront du développement économique de Sherbrooke devant les membres des chambres de commerce de Fleurimont et de Sherbrooke. Hubert Richard devrait recevoir une invitation bientôt puisqu'il a officiellement déposé son bulletin de mise en candidature hier.

Des débats sont aussi envisagés du côté de la Corporation de développement communautaire et de l'organisme PÉPINES (Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale). La date n'est toujours pas confirmée, mais les deux débats se dérouleront probablement le même jour.

D'autres débats pourraient avoir lieu au cours de la campagne électorale, notamment à l'Université Bishop's et sur les ondes de différentes stations de radio.



Enfin, un complexe funéraire multifonctionnel en Estrie!

Situé au 485, rue du 24-Juin à Sherbrooke, le nouveau complexe de la Coopérative funéraire de l'Estrie regroupera tous les services et permettra aux citoyens de toute la région et aux générations futures de profiter d'une ressource unique en Estrie.



- A** Entrée principale à aire ouverte.
- B** Bloc d'accueil inspirant douceur et compassion.
- C** Bloc administratif regroupant tous les services et le siège social de la coopérative.
- D** Salons et salles de réception modulables pouvant s'adapter aux besoins des familles.
- E** Colombarium à la mémoire des disparus.
- F** Chapelle universelle à la disposition des communautés de toutes allégeances.
- G** Vaste jardin à ciel ouvert.

Ouverture prévue pour le printemps 2006.

Avec ses neuf points de service, la Coopérative funéraire de l'Estrie demeure la plus grande entreprise funéraire de la région.

ASBESTOS 240, rue du Roi	BROMPTONVILLE 72, rue Larocque	SHERBROOKE 530, rue Prospect 505, rue Short 33, rue Bowen Sud 1011, rue Golf Ouest	WEEDON 260, rue Des Érables WINDSOR 64, 3e Avenue
------------------------------------	--	---	--

(819) 565-7646
www.coopfuneraire.com

On s'investit pour BÂTIR ensemble!

Taxe de bienvenue: Gravel devra être prudente



David Bombardier
david.bombardier@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Pour respecter sa promesse de rembourser la taxe de bienvenue aux Sherbrookoïses de moins de 30 ans, Hélène Gravel devra quelque peu modifier ses plans, sans quoi la Ville de Sherbrooke agira dans l'illégalité.

Pour rembourser les droits de mutation sans contrevenir à la loi, une municipalité ne peut émettre directement de chèques à des citoyens, indique le porte-parole du ministère des Affaires municipales et des Régions, Jonathan Trudeau. Plusieurs villes québécoises font toutefois fi de cette réglementation sans pour autant se faire importuner par le Ministère.

«Une ville peut rembourser la taxe de bienvenue, mais elle doit le faire par l'entremise d'un organisme sans but lucratif», affirme M. Trudeau, attaché de presse de la ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau.

«Le seul cas où une municipalité peut elle-même rembourser un citoyen, c'est par l'acceptation d'un projet de loi privé», précise le



Hélène Gravel maintient sa promesse de rembourser la taxe de bienvenue aux Sherbrookoïses de moins de 30 ans. Cependant, le remboursement se ferait par l'entremise d'une fondation.

porte-parole, en réponse aux questions de *La Tribune*. Au Québec, environ cinq municipalités ont obtenu ce privilège au terme de longues discussions avec le gouvernement québécois. La plupart de ces villes sont situées en régions éloignées et voulaient contrer un grave problème d'exode des jeunes.

M. Trudeau soutient qu'en l'absence de projet de loi privé, une municipalité «peut indirectement rembourser les citoyens en subventionnant un OBNL». Cet organisme émettra ensuite les chèques aux citoyens. «C'est légal, mais ça ne se fait pas du jour au lendemain», ajoute-t-il en faisant référence au temps nécessaire pour créer un nouvel organisme.

Par l'entremise d'une fondation

Interrogée par *La Tribune* en début d'après-midi jeudi, Hélène Gravel a d'abord soutenu qu'elle prévoyait «rembourser directement les familles». «Ce qu'on me dit, c'est qu'on peut le faire directement, mais peut-être qu'il faudra passer par un tiers, a-t-elle déclaré. Je vais poser la question à nos services juridiques.»

En fin d'après-midi le même jour, le directeur des communications de Mme Gravel, Guy Ouellet, nous a rappelés pour clarifier la question. «Ça va se faire par l'entremise d'une fondation, a-t-il assuré. Nous sommes en train d'attacher tout ça. D'après ce qu'on nous a dit,

ce ne sera pas problématique du tout à gérer.»

Dans le cas des bonis offerts aux parents à la naissance d'un enfant, le porte-parole de la ministre Normandeau s'est fait moins clair, précisant qu'un examen plus approfondi de la question par les services juridiques du Ministère s'imposait. À première vue, M. Trudeau estime néanmoins que la remise de tels bonis à la naissance devrait idéalement transiter par un organisme intermédiaire.

Hélène Gravel a pour sa part confirmé qu'advenant son élection à la mairie de Sherbrooke, elle avait prévu procéder ainsi pour remettre 500 \$ lors de la naissance d'un deuxième enfant et 800 \$ pour chacun des enfants subséquents.

Délinquance assumée

Une analyse de **Luc Larochelle**

C'est bien pour dire, André Langevin a passé presque toute sa vie professionnelle comme préfet de discipline dans une école secondaire et voilà qu'il risque de finir sa brillante carrière de maire à Coaticook avec l'étiquette d'un délinquant. Lui, le premier maire au Québec à s'être inquiété des ravages de la dénatalité, aurait-il incarné le Mal en incitant les municipalités à sortir du cadre légal du gouvernement provincial?

«Si quelqu'un avait voulu nous donner un coup de règle sur les doigts avec nos programmes de soutien à la famille, probablement qu'on nous aurait reproché d'être dans l'illégalité. Je ne me suis jamais arrêté à ça», réagit le maire Langevin lorsqu'on lui rapporte que le bureau de la ministre des Affaires municipales s'interroge sur la légalité d'engagements électoraux contractés par Hélène Gravel.

La Ville de Coaticook émet depuis 17 ans des chèques pour récompenser la naissance d'enfants. Depuis peu, ces cadeaux municipaux sont remis aux parents via l'organisme Rue Principale sous la forme de coupons échangeables dans des commerces locaux.

«C'est une façon de stimuler l'économie locale. Mais nous continuons à rembourser 50 pour cent des coûts d'inscription aux activités sportives et culturelles pour les familles comptant plus de trois enfants directement avec la remise d'un chèque. Sans intermédiaire. Les grosses familles ont besoin d'un soutien financier sans quoi les enfants sont

condamnés à rester à la maison.»

Une ville ne devrait-elle pas se conformer aux lois?

«Pour les contourner, il suffirait de trouver des entoureloupettes comme cela se fait encore très souvent dans le jeu de la concurrence pour recruter des entreprises. Ce serait hypocrite», défend le maire de Coaticook.

0-0-0-0-0

East Angus a aussi fait du soutien à la famille son cri de ralliement.

La Ville alloue 6000 \$ en argent à une famille comptant deux enfants mineurs, qui acquiert sur son territoire une première maison évaluée à 100 000 \$. Desjardins augmente la mise de 2000 \$ si cette famille contracte un prêt hypothécaire à la caisse populaire locale, le centre de matériaux de construction accorde un rabais de 4 pour cent pour tout achat de 20 000 \$ et plus. Même la pharmacie et le supermarché saluent l'arrivée de nouveaux enfants en offrant une récompense aux parents.

«La mesure a causé un effet d'entraînement. Elle a conditionné l'ensemble de la communauté à l'importance d'attirer de jeunes familles. Il faudrait qu'on me jette en prison pour que je renonce à un tel programme», commente le jeune maire Martin Mailhot, sans cacher qu'André Langevin a été son mentor.

0-0-0-0-0

L'idée surgit à Sherbrooke et, paf! Une mise en garde. Au bureau de la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, on affirme qu'il serait plus sage que le chèque destiné aux heureux parents ou à de jeunes propriétaires pro-

vienn d'une caisse séparée.

Le ministère suggère qu'une Ville alloue des fonds à une corporation indépendante, de qui elle exigera une reddition de comptes, pour qu'ensuite ces deux organisations fournissent des rapports distincts pour examen par les fonctionnaires à Québec.

Et qu'est-ce que le gouvernement Charest, comme les précédents, promet-il sans arrêter? Un allègement des contrôles bureaucratiques, la décentralisation des pouvoirs, une gouvernance locale avec la pleine liberté de choix dans les régions. Alors que les municipalités ne peuvent même pas émettre un chèque de 500 \$ avec la préoccupation qu'il ne leur en coûte pas autant à administrer!

Encore en fin de semaine à Québec, dans le cadre du congrès de la Fédération québécoise des municipalités, il est question de cette décentralisation virtuelle. Le ministère des Affaires municipales, qui ferme les yeux depuis tant d'années en sachant pertinemment qu'il n'aurait aucune justification morale d'imposer son carcan légal, oserait-il intervenir dans la ville et le comté du premier ministre? Pas certain.

Les maires Langevin et Mailhot sont les avocats du bon sens dans cet affrontement les opposant à la famille bureaucratique de l'État qui, elle, semble se porter plutôt bien.

RESTAURANT *Ches Charlie*
SMOKED MEAT & ROAST BEEF
10, rue Camirand, Sherbrooke
www.charliesmokedmeat.com

739\$
+ taxes

L'assiette de smoked meat géant

Du 1er au 31 octobre 2005

Déjeuners servis 24 heures par jour
Ouvert 24 heures sur 24
Maintenant agrandi et... plus de stationnement!

Alerte à la rouille!!!

ANTI ROUILLE
Automatisé

Faites vite avant l'hiver
Traitement complet
à partir de **54⁹⁵\$**
rég. 64.95
Sur présentation de cette annonce

Prix selon la grosseur du véhicule. Valable jusqu'au 8 octobre 2005.

L'AMI DANIEL
1466, rue Denault, Sherbrooke
(819) 829-0757
www.antirouilleautomatise.com

TENDANCES
meubles
L'ART DE RÉINVENTER SON CHEZ-SOI

Le **GRAND SOLDE**
de **MATELAS**

Épargnez **40%**

Sealy
Stearns & Foster
SIMMONS

Dépositaire des matelas
Livraison et installation gratuites
Options de financement sans frais disponibles

Décocentre Bureau & Bureau
600, rue Galt Ouest, Sherbrooke, Qc www.tendancesmeubles.com

NOUVEAU
GRAND STATIONNEMENT ADJACENT AU MAGASIN

DIVERSIMANTO.COM

AGNEAU RENVERSÉ
À PARTIR DE **550\$**

FOURRURE
À PARTIR DE **950\$**

DIVERSIMANTO

COLLECTION **HIVER**
2006

NOUVEAU
GRAND STATIONNEMENT ADJACENT AU MAGASIN

422, RUE KING EST, SHERBROOKE
(819) 564-1337 1 888 564-1337

Expulsée dans cinq jours

Une famille colombienne de Drummondville doit faire ses bagages plus vite que prévu



Geneviève Simard-Tozzi
genevieve.simard-tozzi@la Tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Les jours en territoire canadien sont comptés pour la famille d'Albeiro Caicedo et de Maria Cécilia Quifiones. C'est mercredi prochain, soit le 5 octobre, que les deux Colombiens et leurs trois enfants, établis à Drummondville depuis plus de deux ans, seront expulsés du Canada, sûrement vers les États-Unis.

C'est à partir de là qu'ils feront une nouvelle demande de résidence permanente au Canada. Être à l'extérieur du pays pour faire cette demande pourrait faciliter les choses, selon Me Marco Pierre Caza, responsable du dossier.

Une décision d'Immigration Canada difficile à accepter pour cette famille colombienne qui s'est bien intégrée à son nouveau milieu de vie drummondvillois. Les deux parents avaient trouvé du travail et les enfants parlaient français aussi bien que leurs camarades de classe, de mentionner Me Caza.

Maria Cécilia Quifiones était sous le choc à la suite de la décision. Les larmes ne cessaient de couler sur ses joues. Malgré la peine, Albeiro Caicedo gardait tout de même espoir de voir leur demande de résidence permanente acceptée une fois la famille rendue aux États-Unis. Il se dit aussi conscient que ce n'est pas une situation facile pour une famille de cinq personnes. Leur plus jeune fille, Clara-Sophie, âgée de deux ans, est née au Québec.

«Le décompte est commencé, mais il



Imacom, Jessica Garneau

C'est avec beaucoup d'émotions que Maria Cécilia Quifiones et Albeiro Caicedo ont appris qu'il leur restait encore moins de temps que prévu au Canada. La date de leur expulsion a été fixée au 5 octobre prochain.

faut l'arrêter, soutient Me Caza. Nous travaillons présentement avec Amnesty Internationale qui a envoyé une lettre pour dire que c'est un dossier qui les préoccupe. Nous voulons aussi les faire accompagner aux États-Unis. Nous voulons surtout qu'ils restent en liberté là-bas pendant leur demande de résidence permanente.»

Selon Me Caza, le processus d'im-

migration aurait été mal appliqué dans leur cas. «Il semble que le système n'a pas joué son rôle dans leur cas. A mon avis, c'est un dossier qui aurait dû être accepté.»

Me Caza soutient notamment que le premier avocat dans le dossier n'a pas donné tous les renseignements pour dépeindre correctement la situation de la famille en Colombie. «Au point d'entrée,

il y a eu des choses qui n'ont pas été divulguées. Il y a eu des incohérences dans les différentes versions qu'ils ont faites. Ils ont perdu leur crédibilité.»

Me Caza affirme par ailleurs que beaucoup de gens se retrouvent dans la même situation que la famille Caicedo-Quifiones. «À Montréal, il y en a à toutes les semaines. Ici, dans la région, on en compte moins. Mais des drames humaines, il



Me Marco Pierre Caza

y en souvent.»

L'échéancier plus serré que prévu, la date d'expulsion évoquée au départ tournait autour du 10 octobre, compliquera la tâche de Marco Pierre Caza qui veut demander un sursis de la part du ministre de Citoyenneté et Immigration Canada. Il préfère ainsi avoir des appuis politiques plutôt qu'une visibilité dans les médias. «Je n'ai rien contre le fait que ce soit médiatisé. Informer peut sensibiliser les gens, mais j'aurais voulu une stratégie de concertation.»

Pour le Centre des femmes immigrantes de l'Estrie qui a traduit la lettre d'Albeiro Caicedo parue hier en nos pages, il est primordial de donner du soutien à cette famille. «Nous sommes avec la famille. C'est peut-être un cas parmi tant d'autres, mais il faut agir et ne pas laisser ça sous silence», d'expliquer Nathalie Aranenda du centre.

é

lite

coiffure

esthétique

MARIE DIONNE

Coiffeuse
styliste
visagiste

a le plaisir
de se joindre
à l'équipe
d'Élite coiffure

822-1717 — 1420, rue King Ouest, Sherbrooke

La FPJQ dénonce le «geste inacceptable» de Donald Lacroix

Jean-François Gagnon
MAGOG

Le président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, Alain Gravel, est d'avis que Donald Lacroix a posé un «geste inacceptable» en sortant armé d'un bâton pour faire déguerpir la journaliste Stéphanie Tremblay et le cameraman Réjean Gagnon, de sa propriété.

«C'est clair que la propriété de M. Lacroix est un lieu privé. Mais il n'est pas interdit d'aller frapper à porte d'une résidence. C'était d'ailleurs d'intérêt public de se rendre interroger cet homme», a commenté M. Gravel hier après-midi.

À ce sujet, le président de la FPJQ laisse entendre que Mme Tremblay, de Radio-Canada Estrie, qui s'est présentée tôt le matin chez Donald Lacroix, ne savait peut-être pas que ce dernier n'était plus le porte-parole de Norbourg,

et ce malgré que ce dernier prétende que cette information ait été très largement diffusée.

«Ces personnes-là ne faisaient que leur métier, a d'autre part affirmé celui qui est aussi l'animateur de la populaire émission *Enjeux* à l'antenne de Radio-Canada. Ils ne disent même pas rien et sont reçus comme ça! On n'a pourtant pas le droit de se faire justice soi-même dans quelque situation que ce soit.»

Plus tard dans l'avant-midi hier, M. Lacroix a cependant accepté de recevoir chez lui une équipe de TQS Estrie.

Alain Gravel en a finalement profité pour souligner que la FPJQ mène une bataille dans le but que les journalistes puissent avoir accès aux «informations véritables». Selon lui, cela est plus difficile depuis quelques années. «Ce cas est une grossière caricature de ce à quoi on est confronté.»

DECORATION

King

Peinture Memphré

10,00 \$ DE MOINS LE GALLON*

Un rabais inspiré. Une peinture inspirante.

APPLICATEURS

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE
PROFITEZ-EN DÈS MAINTENANT!

DES OFFRES EXCEPTIONNELLES!

Cage de rouleau professionnelle anti-dérapante RollerLock 2FR952 **2,99\$**

Pinceau Aqua Glide pour toutes peintures. 63 mm (2 1/2") 100% nylon 1851-63N **5,69\$**

Applicateur pour bordures Sher-Line. 00100 **3,09\$**

Manchons de rouleau sans ouate pour toute peinture latex et alkyde.

Manchon 10mm (3/8") pour surfaces semi-lisses 29110NT **2,79\$**

Manchon 15mm (5/8") pour surfaces semi-rugueuses 29115NT **2,99\$**

Paquet de deux (2) tampons de recharge pour applicateur bordure et coin supérieur. 00200 **3,29\$**

NOUVEAUTÉS

12,99\$ SEULEMENT!

Finis les nettoyages!

Idéal pour le découpage!

Contenant à peinture pratique Handy Paint Pail. Sangle ajustable pour la main ou pour porter à la ceinture, porte-générateur magnétique, racloir de peinture intégré. Durable et facile à nettoyer, diminue la fatigue des bras et des mains, se tient sans effort, s'utilise avec toutes les peintures, teintures et solvants. SP0250CT **3,89\$**

Handy Paint Pail Liners. Doubleure pour le contenant Handy Paint Pail, permet de passer d'une couleur à l'autre rapidement. SP026CT **3,89\$**

PROTECTEURS

Ruban à masquer 7 Jours PaintPro de Coretek. S'enlève facilement et proprement. 24mm x 55m (3/4" x 60 verges). 309-24 **2,39\$**

Rouleau de 36mm x 55m (1 1/2" x 60 verges). 309-36 **3,79\$**

Le choix des contracteurs!

SPECIALITÉS

Calculant ALEX PLUS de DAP au latex acrylique blanc avec silicose. Pour l'intérieur et l'extérieur. Fonce le pinceau. Cartouche de 300ml. C0-14270 **2,29\$**

Composé de réparation poids plume. pré-mixé de 240 ml. intérieur/extérieur. 240ml. 7477-100-7255 **2,59\$**

SICO CHAMOIS SICO CACHEMIRE SICO SHANTUNG

Série 712 Lustre atténué Série 711 Sans lustre Série 715 Lustre soyeux

C'est le temps plus que jamais de vous laisser entraîner par votre inspiration. Rarement obtiendrez-vous à un tel prix une peinture de qualité supérieure. Profitez-en et faites de vos projets de véritables chefs-d'œuvre!

Latex intérieur 100 % acrylique • 3,78 L

* À l'achat d'un gallon (3,78 L) de peinture Sico Design à prix courant.

Jusqu'au 16 octobre 2005 seulement!

1303, rue King Ouest, Sherbrooke, **563-3855**

DECORATION

King

Peinture Memphré

1881, rue Sherbrooke, Magog, **868-1080**

Assemblée du conseil d'administration

Octobre 2005 à juin 2006

Dans le but de permettre à la population de participer aux travaux de son conseil d'administration, l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de l'Estrie publie le calendrier de ses assemblées d'octobre 2005 à juin 2006. Nous vous invitons à noter les dates de ces rencontres publiques à votre agenda et à venir rencontrer les membres du conseil d'administration, ce qui constitue un excellent moyen pour « être placé au cœur des décisions » en matière de santé et de services sociaux en Estrie.

Ainsi, en plus d'assister comme observateur à l'ensemble des travaux du conseil d'administration lors de ses assemblées, le public présent pourra échanger avec les membres du conseil lors des deux périodes de questions, soit :

- une première période au début de chaque assemblée afin d'entendre le public sur des questions figurant à l'ordre du jour,
- une deuxième période à la fin de chaque assemblée afin de permettre au public de prendre la parole sur tout autre sujet relevant des responsabilités de l'Agence.

Les assemblées du conseil d'administration se tiendront à l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de l'Estrie, située au 300, rue King Est, à Sherbrooke. De façon habituelle, elles débutent à 19 h et ce, selon le calendrier suivant :

- le jeudi 6 octobre 2005
- le jeudi 24 novembre 2005
- le jeudi 26 janvier 2006
- le jeudi 23 mars 2006
- le jeudi 11 mai 2006
- le mercredi 21 juin 2006

Pour obtenir toute information supplémentaire, vous pouvez communiquer au (819) 566-7861.

L'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de l'Estrie vous attend en grand nombre. Bonne participation!

Surveillez la circulaire à l'intérieur

Mondou
Pour les animaux

Des rabais à ne pas manquer!

En vigueur du 23 septembre au 27 octobre 2005

Deux fois récompensé au Gala Forces Avenir

Alexis Lussier-Desbiens remporte le prix Avenir Personnalité

Isabelle Pion
SHERBROOKE

L'Université de Sherbrooke a une fois de plus fait belle figure au Gala Forces Avenir. L'un de ses étudiants, Alexis Lussier-Desbiens, a remporté le prix Avenir Personnalité par excellence 2005, dans la catégorie premier cycle. De plus, le Projet étudiant de robotique et d'ingénierie de l'UdeS (PÉRIUS) a décroché le prix Avenir-Sciences et applications technologiques.

La septième édition du Gala Forces Avenir s'est déroulée à Montréal, jeudi soir. Près de 115 000 \$ en bourses ont été remis aux 21 projets et aux 12 personnalités sélectionnées après un appel de candidatures lancé dans les 17 établissements universitaires québécois. L'événement, qui fait la promotion de l'engagement étudiant, a réuni plus de 400 personnes.

En y participant, Alexis Lussier-Desbiens a en quelque sorte doublé la mise. En effet, l'étudiant de génie mécanique originaire de Plessisville a raflé les honneurs dans la catégorie personnalité, mais il est aussi l'un des membres fondateurs du PÉRIUS, également lauréat au cours de cette soirée.

L'intérêt pour la science du jeune homme remonte à plusieurs années. Déjà, en cinquième secondaire, il faisait parler de lui avec la conception de robot détecteur de mines antipersonnel pour la tenue de l'Expo-Sciences Bell. «Mon robot avait des problèmes à aller sur n'im-

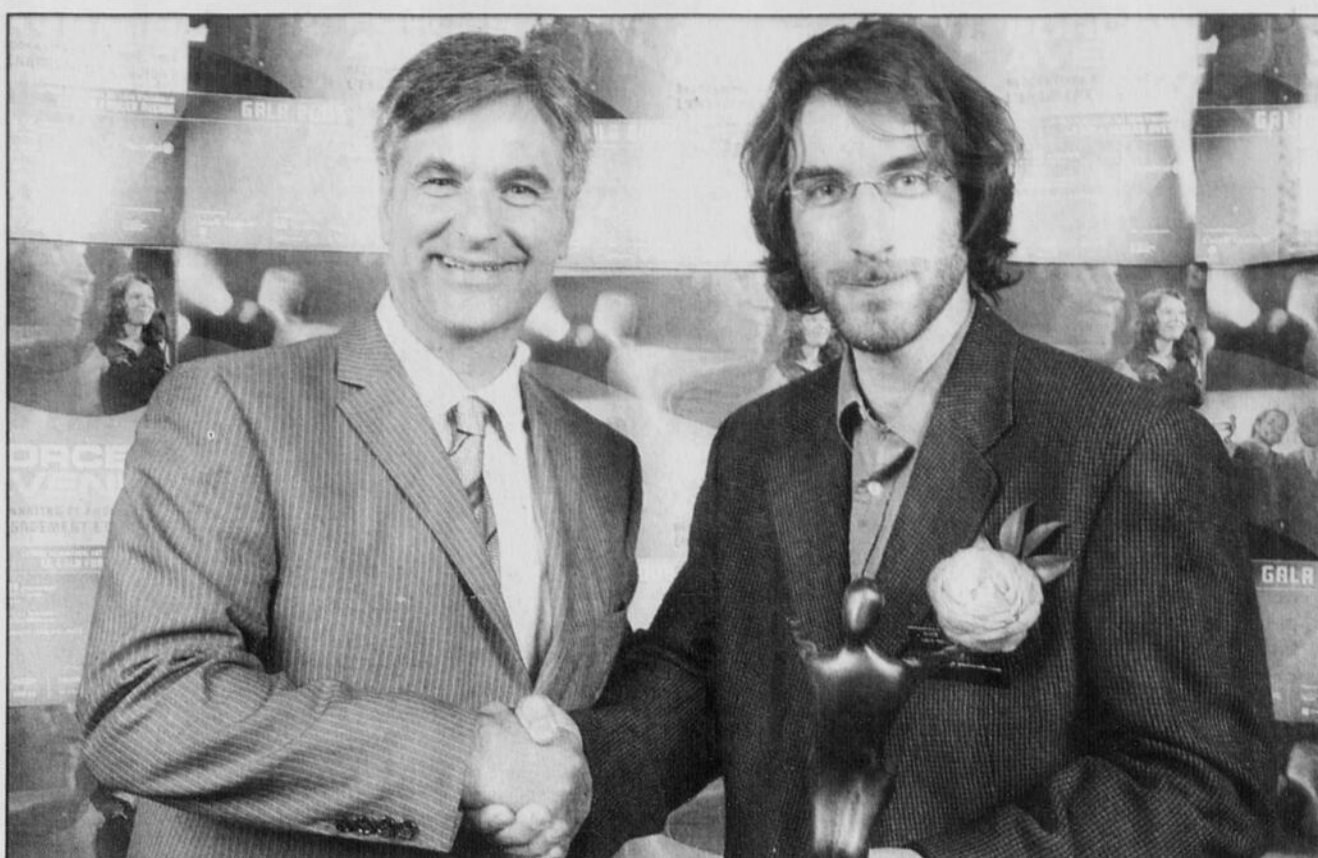
porte quel terrain. Je m'étais dit qu'il fallait améliorer la locomotion des robots», explique-t-il en soulignant que c'est un peu de cette façon que le PÉRIUS a vu le jour il y a maintenant plus de trois ans.

Aujourd'hui, les champs d'intérêt du PÉRIUS se sont élargis. «On a conçu un robot pour une compétition étudiante. On a bien performé, on a reçu des prix. Suite à ça, comme dans le domaine scientifique il y a beaucoup de conférences organisées, on a présenté nos travaux dans trois conférences: en Allemagne, à Edmonton et à Londres. On présente nos recherches pour favoriser la diffusion des connaissances. On travaille beaucoup avec nos partenaires industriels, on échange de l'information.»

Les membres du groupe ont également rencontré les élèves des écoles secondaires et primaires, question de leur montrer que les sciences peuvent s'avérer passionnantes. Un domaine, souligne-t-il, qui n'attire pas facilement les jeunes.

Au nombre de ses réalisations: participation à différentes activités de l'Agence spatiale canadienne, de la NASA et de l'Agence spatiale allemande, animateur pour le mouvement scout et les cadets, juge aux expo-sciences de sa région, etc.

En remportant tous ces honneurs, Alexis Lussier-Desbiens a également obtenu 15 000 \$ en bourses. «C'est un peu spécial, surtout qu'il y avait des projets tellement extraordinaires là-bas (...) C'est avec tout plein de gens comme ça qu'on peut arriver à un monde meilleur», lance celui qui envisage maintenant de faire une maîtrise en Californie.



Alexis Lussier-Desbiens a décroché les grands honneurs lors de la septième édition du Gala Forces Avenir. On le voit ici en compagnie du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier.

Conseil de presse

Plaintes contre CHLT 630 rejetées

SHERBROOKE

L'équipe de la station de radio sherbrookoise CHLT 630 s'en tire bien devant le Conseil de presse qui rejette des plaintes déposées contre certains de ses artisans du microphone.

Ces plaintes, déposées par Nicole Ouellet et Christine Chamberland, reprochaient au journaliste Bertrand Gosselin et aux animateurs Jacques Lavoie et Suzanne Léger de s'être moqués d'elles et de la médecine spirituelle dans deux émissions du 27 octobre 2004, soit *Lavoie en direct* et *Bonjour l'Estrie*.

Selon Mmes Ouellet et Chamberland, les journalistes n'avaient pas transmis des informations exactes au sujet du procès de Mme Ouellet pour pratique illégale de la médecine.

La plainte de Nicole Ouellet concernait l'émission de MM. Lavoie et Gosselin à *Lavoie en direct* du 27 octobre 2004 à 11h35. Elle se situe dans le contexte du procès de Mme Ouellet pour pratique illégale de la médecine.

Selon la plaignante, MM. Gosselin et Lavoie n'avaient pas rendu compte de

l'administration de la justice ni renseigné sur des questions d'intérêt public. L'information qu'ils ont transmise était incomplète et le contexte n'a pas été indiqué.

Quant à Mme Christine Chamberland, elle a porté plainte contre la même émission ainsi qu'une autre de CHLT 630 du même jour à 8h10: *Bonjour l'Estrie*, présentée par Susan Léger.

Dans cette dernière émission, la plaignante reprochait à M. Gosselin d'avoir divulgué son nom et celui de son employeur, qui plus est avec des erreurs. Elle regrettait également qu'il ait sorti de son contexte et tourné en dérision sa rencontre avec l'archange Michael.

En exprimant son opinion personnelle au lieu de se borner à de l'information factuelle, le journaliste aurait mis en doute l'intégrité de la plaignante.

Des faits non contestés

En conclusion, après examen de la plainte, le Conseil de presse estime que le récit des événements effectué sur les ondes de CHLT 630, quoique commenté, reflétait des faits non contestés par les plaignantes et observés par le chroni-

queur judiciaire.

La lecture personnelle du procès par le chroniqueur n'a pas, aux yeux du Conseil, la même portée que lui accordent les plaignantes. En outre, l'administration de la justice est publique et il importe qu'elle soit rendue comme telle, malgré le caractère privé et parfois délicat de certains dossiers.

Le nom du témoin n'était pas confidentiel et M. Gosselin avait le droit de le citer. Certes, le chroniqueur a commis des erreurs de noms mais ces inexactitudes sont mineures et n'ont pas la portée que leur prête la plaignante, au regard de l'ensemble de la chronique.

Avis public

À TOUS LES INTÉRESSÉS,

AVIS PUBLIC, est par les présentes donné par la soussigné, greffière de la Ville de Sherbrooke, que la séance du conseil municipal du 3 octobre 2005 aura lieu au bureau de l'arrondissement de Brompton, situé au 133, rue Laval. Un service de navette sera à la disposition des citoyens et citoyennes qui désirent assister à la séance. Le départ se fera à 18 h 30 de l'hôtel de ville, 191, rue du Palais et le retour après la séance.

Donné à Sherbrooke ce 1^{er} octobre 2005.

M^{re} Isabelle Sauvé
Greffière

185647

Depuis 85 ans

DÉCOR NW

Mettez en valeur votre style de vie

• 36 VERSEMENTS ÉGAUX SANS INTÉRÊT

• Meubles • Lampes • Cadres • Accessoires • Carpettes
• Matelas • Papier peint • Draperies • Peinture
• Céramique • Bois • Tapis

Nouveau : Boutique cadeaux

OSEZ... vous réaliserez que nous sommes accessibles!

Service de décoration par des décorateurs chevronnés

- En magasin et à domicile
- Service d'installation
- Service d'aménagement sur plan
- Service d'ébénisterie
- Service de livraison partout au Québec

5087, boul. Bourque, Sherbrooke (QC) (819) 823-4100

*Sauf sur les couvre-planchers, décoration et articles identifiés

Les Installations
ECONO
Électriques Inc.

RBQ 2432-1002-50
www.econel.ca

NOUVEAU SYSTÈME ANTIVOL

REPÉRAGE par GPS

- Alarme incendie et intrusion
- Caméra (surveillance)
- Expert-conseil
- Gestion de produits énergétiques
- Installations et rénovations de tous genres

INDUSTRIEL - COMMERCIAL - RÉSIDENTIEL

Wayne Parenteau
Tél. : (819) 566-2277 Téléc. : (819) 348-0752
Courriel : waynep@econel.ca

LE VTT QUI EST DIFFICILE À BATTRE. L'OFFRE QUI EST IMPOSSIBLE À BATTRE.

Vous obtenez une garantie de deux (2) ans PLUS un treuil Warn[®] GRATUIT ET un prêt sans intérêt (0 %) pendant 12 mois!

LE TOUT POUR 99,99 \$ PAR MOIS

2006 ARCTIC CAT 400 4X4 AUTO

Le 2006 Arctic Cat[®] 400 4x4 Auto est robuste, fiable et maintenant plus abordable qu'il jamais. Avec notre suspension arrière entièrement indépendante et la transmission automatique Duramatic[™], cette machine fonctionne dans tous les types de conditions. Mais avec une telle offre, ce n'est pas tout. Le 2006 Arctic Cat[®] 400 4x4 Auto est équipé de la chaîne à chaîne Claude Carrier[™] 45 CRAIG SUD COOKSHIRE, QC JOB 1MO 819-875-3847

SCIES À CHAÎNE CLAUDE CARRIER
45 CRAIG SUD
COOKSHIRE, QC JOB 1MO
819-875-3847

Déziel
Hino

LE CHOIX DE QUALITÉ

1100, rue Deschailions
Sherbrooke, Québec, J1G 1X7
Tél. : (819) 569-9296
Site web : www.deziel.org

LES HINO 2006 SONT ARRIVÉS

VENEZ LES ESSAYER

* Confort
* Fiabilité
* Visibilité
* Économique

**Modèle 185 (18,000 Lbs)
Boîte de 20 pieds
Moins de 4,500 Kg**

Capacité de 16,000 à 33,000 Lbs

Équipements de série

- * Essuie-glace 2 vitesses & intermittents
- * Siège ergonomique à suspension
- * Régulateur de vitesses
- * Lève-glace électriques
- * Mirroirs chauffants
- * Radio AM-FM/CD
- * Volant ajustable
- * Climatiseur

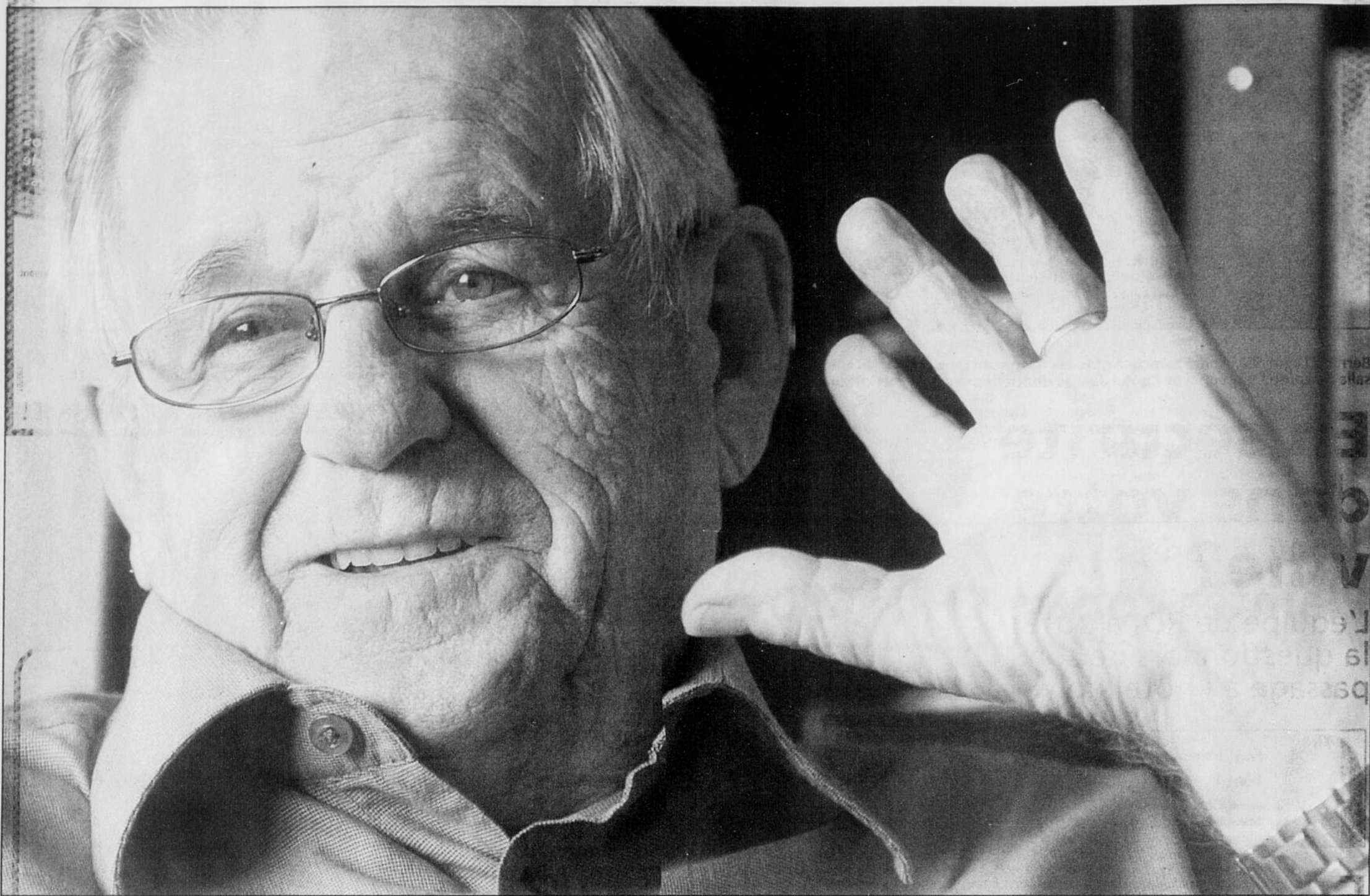
Assistance routière 24/24 7/7

RABAIS JUSQU'À \$5,000.00 SUR LA LIQUIDATION DES MODÈLES 2005

Point de mire

LA GRANDE ENTREVUE DU SAMEDI

www.cyberpresse.ca



Imacom, Jocelyn Riendeau

Germain Nault À la guerre comme dans la vie



Gilles Fiset

gilles.fisette@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Germain Nault a les meilleures raisons du monde de croire à la destinée. Toute sa vie, le destin lui a fait de superbes clin d'oeil. À 85 ans dans quelques semaines, il peut se vanter d'être né et d'avoir vécu sous une bonne étoile.

«Germain Nault n'est pas une célébrité. Pour le situer, on pourrait souligner qu'il est le frère de Clément, l'ex-maire de Bromptonville. Mais ne le lui dites pas ainsi, car il fera immédiatement valoir ses droits d'aïeule. C'est plutôt Clément qui est son plus jeune frère, corrige-t-il.

Mieux, il pourra même vous raconter qu'il a assisté sa mère lorsqu'elle a accouché de Clément.

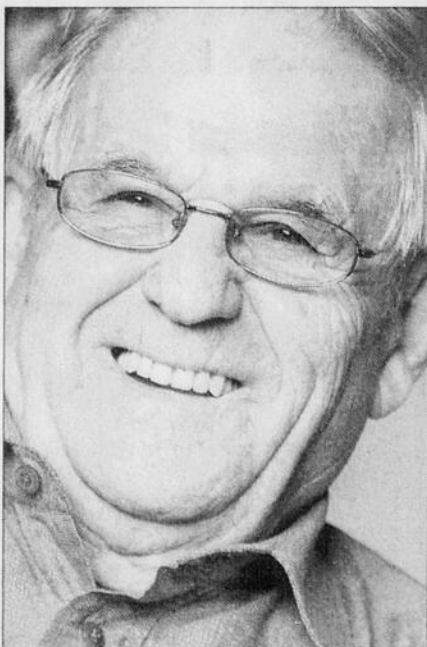
«J'étais à la maison, ce jour-là, lorsque ma mère m'a subitement demandé de courir chercher mon père, à l'usine, et en passant, de ramener le docteur Allard. Puis, elle m'a dit d'oublier ça, de rester auprès d'elle, qu'il était trop tard et que je devais l'aider. Je n'étais pas heureux mais je me suis débrouillé. C'est ainsi que j'ai aidé ma mère à accoucher avant de

courir en un temps record à l'usine... J'ai été marié par la suite pendant cinquante ans, mais je n'ai pas eu d'enfants. Je n'ai donc jamais assisté à un autre accouchement.»

Un papier dans un bas de laine

La bonne fée qui veille sur lui a pris plusieurs formes. Ainsi, par exemple, quand il était à la guerre, outre-mer, elle s'est transformée en un bout de papier qu'il a trouvé dans des bas de laine.

«Les militaires recevaient de temps en temps des objets que nous faisons parvenir des femmes de partout au Canada, dans leur effort de guerre. Dans mon colis, il y avait notamment, cette fois-là, des bas de laine. À l'intérieur de l'un d'eux, un petit papier. Sur ce papier était écrit le nom de la femme qui avait tricoté ces bas. Elle s'appelait Stella Grégoire. Ce papier, je ne sais pourquoi, je l'ai glissé dans mon portefeuille et je l'ai oublié durant trois ans. Quand je suis revenu à la maison, à la fin de la guerre, j'ai demandé à ma mère si elle connaissait par hasard une Stella Grégoire. Elle m'a dit oui. Il s'agissait de la fille du marchand général de... Bromptonville. Le lendemain, je suis allé la remercier. Deux ans plus tard, nous étions mariés. Et nous avons vécu ensemble durant plus de cinquante ans, jusqu'à ce que Stella meure du cancer.»



«J'entendais les balles me siffler aux oreilles ou frapper le véhicule autour de moi. Mais aucune d'elles ne m'a touché.»

Une aura anti-balles

Une autre fois, la bonne fée s'est transformée en bouclier anti-balles. C'était le jour du débarquement, sur la plage de Bernières-sur-mer, avec le Régiment de la Chaudière. Qui a vu la scène d'ouverture du film *Il faut sauver le soldat Ryan* peut maintenant concevoir ce qu'ont pu vivre ces hommes, ce jour-là, sous un déluge de fer et de feu.

Faisant partie de la première vague, Germain Nault était au volant d'un blindé transportant quinze tonnes de munitions. Aussi bien dire qu'il était assis sur une bombe. Les balles crépitaient sur le blindage. Une fois sur la plage, il fallait descendre du véhicule et travailler sous le capot afin de replacer notamment le carburateur et pouvoir ainsi continuer d'avancer.

«J'ai hésité, puis je me suis dit que je n'avais pas le choix, que le devais le faire. Je ne pouvais pas attendre que ça passe. J'ai levé le capot. Je suis descendu et j'ai travaillé sur le moteur, offrant mon derrière comme cible aux Allemands. J'entendais les balles me siffler aux oreilles ou frapper le véhicule autour de moi. Mais aucune d'elles ne m'a touché. C'est comme si, un jour d'orage, je serais allé marcher sous la pluie et que mes vêtements seraient restés secs. Il n'y a pas d'explication logique.»

Le soir même, il était fait prisonnier

par cinq Allemands mais, grâce à un subterfuge, il a retourné la situation à son avantage. Et c'est lui qui s'est retrouvé avec cinq prisonniers qu'il a ramenés au bateau avant de retourner sur les lignes de combat, où il est resté jusqu'à 54 jours à se battre sans pouvoir même se laver ou se faire la barbe.

C'est le récit de telles aventures qu'il peut faire devant les jeunes du secondaire lorsqu'il est appelé à témoigner du temps de la Deuxième guerre mondiale.

«J'ai souvent eu peur, très peur même. Mais je me raisonnais en me disant que si c'est aujourd'hui, ce sera aujourd'hui. Que je ne pouvais aller contre ma destinée. Et à la guerre comme dans la vie de tous les jours, il faut toujours avoir un plan B.»

Il est revenu sain et sauf. Il est arrivé chez lui, à Bromptonville, le soir du réveillon du 31 décembre 1945.

«Ma mère m'a appris qu'elle avait fait un vœu. Si je revenais vivant, elle adoptait un enfant. Je lui ai dit que ça n'avait pas de sens, qu'elle s'occupait déjà de onze enfants. Rien ne pouvait lui faire changer d'idée. C'est ainsi que nous avons eu une petite soeur, la douzième de la famille... Tout ça pour dire comment mes parents étaient des gens généreux. Pour eux, il n'y avait pas d'autre réelle richesse que d'avoir des enfants.»

Repères

- Né à Saint-Élie-d'Orford, le 27 octobre 1920.
- Aîné d'une famille de douze enfants.
- Déménagement à Bromptonville à l'âge de deux ans.
- Son père a travaillé à la Brompton Pulp and Paper.
- A d'abord travaillé pour Dominion Textile.
- Enrôlé en 1940.
- A participé au débarquement de Normandie.
- A fait la guerre jusqu'à l'armistice.
- A travaillé pour Domtar jusqu'à sa retraite, en 1980.
- Marié durant cinquante ans.
- N'a pas eu d'enfant.

Jeu de la vérité

Passe-temps préféré: «Je suis à la retraite depuis 25 ans. J'ai bientôt 85 ans. Mes loisirs ont donc changé. J'aime énormément cuisiner. Et comme dit ma compagne, je ne suis pas mauvais. Je donne des conférences dans les écoles sur la guerre. Avant, quand je le pouvais encore, je jouais au curling, au tennis et au golf. J'ai déjà joué jusqu'à 275 parties de golf par année.»

Livre préféré: «Je ne lis pas de romans d'amour ou d'histoire à ne plus finir. Par contre, j'aime lire des biographies et des récits de guerre. Ça, ça m'intéresse au plus haut point.»

Musique préférée: «Je n'écoute pas vraiment la musique. Quand je suis en auto, oui. Mais ici, dans la maison, je n'ouvre souvent même pas la radio. Je vais écouter des choses comme André Rioux ou Richard Labelle, des choses comme ça.»

Film préféré: «Je vais aller voir les films canadiens parce que je trouve qu'il y a une amélioration énorme et que ça vaut la peine de les

encourager. Mais, pour le reste, je ne suis pas un coureur de cinéma. Par contre, je vais à huit, dix pièces de théâtre par été. C'est l'occasion de rencontrer les acteurs, en personne.»

Personnalité marquante: «Tout de suite, il me vient en tête mes parents. Mon père et ma mère nous ont fait manger dans les années 1930. Nous nourrir et nous habiller, c'était tout un tour de force, à cette époque. Une autre personnalité, et cela peut surprendre, est Hitler. Il fallait parler avec des officiers allemands pour voir comment il avait la main haute sur eux et sur tout le peuple allemand.»

Événement marquant: «Bien sûr, la guerre de 1939-1945. J'y ai passé ma vie de jeune homme. Le débarquement de Normandie du 6 juin 1944, car j'y étais. Autre chose aussi: mon embauche chez Domtar. Ils m'ont envoyé à l'école. Moi qui n'avais même pas fait le secondaire, ils m'ont envoyé à McGill durant deux ans pour parfaire mon anglais. Et ce travail m'a permis d'aller partout au Canada.»

Dans une autre vie: «Je n'apporterais aucun changement. Mon destin m'a toujours bien servi. Je crois beaucoup à la destinée. J'ai adoré mon travail. J'ai eu des contacts avec toutes les classes de la société.»

Animal préféré: «Même si j'ai été élevé sur une ferme, je ne suis pas un grand fan des animaux. Si j'habitais à la campagne, j'aurais par contre un chien. Mais pas de chat. Les chats sont trop indépendants, trop niaisieux.»

Principale qualité: «Je sais qui je suis et je ne prétends pas avoir des réponses avant d'avoir compris les questions. J'aime bien discuter. J'ai des opinions. Et je suis assez courageux pour changer d'idée si je n'ai pas raison. Je suis très optimiste et très patient aussi.»

Principal défaut: «J'ai un franc parler. Je suis curieux et je pose des questions qui ne sont pas toujours appréciées des autres. Ce n'est pas un vrai défaut, mais ce n'est pas une qualité non plus.»



Bernard Drainville, André Larocque et Gilles Frigon ont participé à l'enregistrement de *La part des choses* à la salle du conseil municipal de l'hôtel de ville de Sherbrooke, hier soir, devant quelques citoyens invités.

En sécurité dans votre ville?

L'équipe de RDI a posé la question lors de son passage à l'hôtel de ville



Mélanie Noël
 melanie.noel@latribune.qc.ca
 SHERBROOKE

En vue des élections municipales du 6 novembre prochain, l'émission *La part des choses* prépare une série de cinq forums. L'objectif de ces émissions diffusées sur les ondes de RDI est de préparer les citoyens à faire un choix éclairé lors des prochaines élections municipales. On veut leur fournir des pistes de réflexion afin qu'ils posent les meilleures questions à leurs candidats. Les sujets ont donc été choisis en fonction des enjeux électoraux.

C'est dans ce cadre que l'équipe de RDI s'est installée, hier soir, dans les locaux de la mairie de Sherbrooke pour nous poser la question suivante: Vous sentez-vous en sécurité dans votre ville? Aucun élu n'était invité à ce forum animé par Bernard Drainville avec l'aide de Réjean Blais, chef d'antenne de Radio-Canada Estrie. La place était laissée aux citoyens.

Au cours de l'émission, on a beaucoup parlé de la perception des gens face à leur sécurité en comparaison avec les dangers réels auxquels ils sont confrontés. «À cause des attentats terroristes internationaux et de leur médiatisation, les gens se sentent de plus en plus concernés et de plus en plus craintifs par rapport à leur sécurité et celle de leur famille alors que, dans les faits, le danger réel dans la région n'a pas nécessairement augmenté», soulève l'invité André Larocque, directeur de l'information à *La Tribune*. «En fait, le taux de criminalité a diminué au cours des dix dernières années au Québec», renchérit l'invité Gilles Frigon, de l'association des directeurs de police du Québec.

Pendant les 90 minutes d'enregistrement, il a aussi été question de l'équilibre entre les droits de la personne et le niveau de sécurité désiré par les citoyens, notamment dans le dossier des caméras de surveillance dans les lieux publics. Les points de vue de divers organismes ont été entendus, entre autres ceux qui parlaient au nom des femmes, des personnes âgées, des commerçants du centre-ville, des jeunes de la rue, des familles des victimes et aussi du service de la police de Sherbrooke.

L'animateur Bernard Drainville était très satisfait du déroulement de cette première émission. «J'ai trouvé que les interventions des citoyens étaient très pertinentes et variées. On sentait que les gens avaient des opinions réfléchies. Ils ont fait honneur à la Ville de Sherbrooke. Le défi était de faire un lien entre la situation à Sherbrooke et celle en vigueur dans le reste des régions québécoises et je crois qu'on a réussi. Le point de vue des Sherbrookoises a enrichi le débat public provincial.»

Au cours des prochaines semaines, l'équipe de RDI s'arrêtera à Saguenay, Trois-Rivières, Montréal et Québec pour poser respectivement les questions suivantes: Vos taxes, en avez-vous pour votre argent? Est-ce que vos déchets vous empoisonnent la vie? Est-ce que la qualité de vie de votre ville se détériore? et finalement, Faites-vous «trop» confiance à vos élus?

CHRONIQUE MINCEUR

MAIGRIR UNE FOIS POUR TOUTE!



- Une approche personnalisée.
- Des repas complets, équilibrés où VOUS MANGEZ À VOTRE FAIM sans compter les calories.
- Une approche qui vous permet de conserver un mode de vie normal.

REPRENEZ VOTRE SANTÉ EN MAIN!

- Fatigue • Cholestérol élevé • Diabète • Migraine
- Hypoglycémie • Hypertension • Problèmes digestifs • Problèmes menstruels

Test sur le métabolisme

CHEZ BIOLIGNE

PREMIÈRE CONSULTATION GRATUITE

Téléphonez maintenant pour un rendez-vous :

(819) 821-3646

4777, boul. Bourque, bureau 110, Rock Forest

NOUVEAU

VILLA PREVOST
 résidence pour touristes
 LA PATRIE (QUÉBEC)

Pour vos vacances, vos réunions familiales, de groupe ou d'affaires.

Bercée par un décor champêtre dans les Cantons-de-l'Est, la Villa Prevost vous éblouira par sa magnifique vue sur le parc national du Mont-Mégantic.

Cette villa à toit cathédrale vous offre :

- 3 chambres à coucher avec literie
- Foyer (bois fourni), téléphone, télévision, câble et DVD

- Salle de bain complète incluant serviettes
- Salle de lavage
- Cuisine équipée
- Et plus encore...

71, route 257 Nord, La Patrie (Québec) www.villageprevost.com
(819) 888-2511

VENEZ FAIRE L'EXPÉRIENCE D'UNE NATURE SAUVAGE!



SOLDE de fermeture

Dès maintenant!

Prix de liquidation

Jusqu' à

80%

de rabais sur notre prix régulier*

SUR TOUTE la marchandise en magasin.

*S'applique sur le prix régulier des modèles des saisons antérieures. Certains articles peuvent avoir été réduits antérieurement.

Plus de **1 million \$** d'inventaire à liquider!

Tout, Tout, Tout Doit être LIQUIDÉ!

Vêtements, chaussures, équipements

WOOLRICH patagonia ARCTERYX SALOMON GARMONT ASOLO Marmot PETZL Columbia

la randonnée
 Boutique Plein Air

2325, rue King Ouest
 Sherbrooke (819) 566-8882

4. EN ROUTE VERS LE 6 NOVEMBRE 2005

Les jeunes se font rares

Alors que les jeunes représentent le quart de la population de la province, seulement 1 conseiller municipal sur 10 est âgé de moins de 35 ans au Québec. Divers organismes veulent profiter des élections municipales simultanées pour faire doubler le nombre de jeunes élus. Un défi énorme puisqu'il faut non seulement susciter l'intérêt des jeunes, mais aussi convaincre les plus vieux de laisser leur place.

Textes: **David Bombardier** dbombard@latribune.qc.ca
Direction artistique et illustration: **Éric Godin**

Un rôle à démystifier

Alors que les groupes favorisant l'implication des femmes en politique municipale sont légion, ceux qui s'intéressent à la relève se font toujours très rares. Pourtant, le Québec compte trois fois moins de conseillers municipaux de moins de 35 ans que de femmes élues, tous âges confondus.

«Comme les jeunes vieillissent, le lobby des jeunes est tout le temps renouvelé et a donc beaucoup moins d'impact. D'un autre côté, une femme demeure une femme toute sa vie», explique le directeur général de l'organisme Place aux jeunes du Québec, Gino Reeves.

Cet organisme se préoccupe du manque de relève en politique municipale depuis quelques années seulement. L'intérêt est tout aussi récent du côté du gouvernement du Québec. «Nous sommes au début d'une action», admet Louise Houde, coordonnatrice de la stratégie d'action du ministère des Affaires municipales et des régions (MAMR) en vue des élections municipales générales de 2005.

Pour la première fois de l'histoire du Québec, des élections auront lieu simultanément dans toutes les municipalités, le 6 novembre prochain. Pour la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et une dizaine d'organismes jeunesse, c'est l'occasion rêvée de donner un grand coup afin d'augmenter le nombre de jeunes élus. Un comité permanent Jeunes/FQM a ainsi été formé il y a deux ans, à la demande de la FQM. Son but: intéresser les jeunes à la politique municipale pour que 20 pour cent des candidats aux prochaines élections soient âgés de moins de 35 ans.

L'objectif paraît ambitieux si on tient compte qu'en 2004, près de 70 pour cent des villes du Québec ne comptaient aucun jeune conseiller. L'an dernier, il y avait moins de 1 pour cent de jeunes maires et mairesses de moins de 35 ans dans la province, comparativement à un peu plus de 8 pour cent pour les jeunes conseillers et conseillères.

Lui-même membre du comité Jeunes/FQM, Gino Reeves estime que l'objectif de 20 pour cent est néanmoins réaliste. «Je ne travaillerais pas pour moins que ça, lance-t-il avec conviction. Pour que les régions soient à l'image des jeunes, ceux-ci doivent être en mesure de prendre les décisions qui les concernent.»

Information et formation

Depuis plusieurs mois, ce comité et d'autres organismes tentent de mousser les jeunes candidatures en organisant des séances d'information

et de formation dans toutes les MRC, par l'entremise des forums jeunesse et des Carrefours jeunesse emploi. «On veut démystifier ce qu'est la politique municipale, expliquer à quoi sert un conseil municipal, quels sont les dossiers et les responsabilités des élus, etc.», affirme Louise Houde, du ministère des Affaires municipales et des Régions.

On ne verra qu'en novembre prochain si cette approche aura porté fruits. Mais déjà, certains sont sceptiques. C'est le cas d'Éric Béchard, jeune maire de la municipalité rurale de Wickham, près de Drummondville.

«Les moyens actuels [pour favoriser la relève municipale], je n'y crois pas, soutient le politicien de 29 ans. Il n'y a pas un jeune qui va écouter une campagne de sensibilisation...» Selon lui, aucun jeune ne soumettra sa candidature s'il n'est pas pressenti par une organisation politique ou des conseillers déjà en poste.

À ce sujet, la présidente du Conseil permanent de la jeunesse, Sophie Paquet, reconnaît que

la situation est pour le moins paradoxale. «On se plaît à répéter que les jeunes sont désabusés, cyniques et individualistes, dit-elle, mais c'est peut-être pour masquer le fait que les gens plus âgés ne veulent pas laisser la place aux jeunes en politique (...) On veut que les jeunes s'impliquent, mais les élus plus âgés ont tendance à ne pas vouloir céder leur place.»

Pourtant, dans la région, plusieurs maires expérimentés ont décidé de céder leur siège cette année. C'est le cas notamment d'André Langevin à Coaticook, de Louise Moisan-Coulombe à Asbestos et de Roland Lavigne à Saint-Venant-de-Paquette. Réunis, ces trois politiciens comptent 70 ans d'expérience en politique municipale.

Le maire Béchard croit néanmoins que cette tendance vers la retraite est isolée dans le temps: «C'est la même chose au sein du conseil d'administration de la caisse populaire. Les membres du c.a. veulent qu'on ait des jeunes à l'intérieur du conseil, mais personne ne veut laisser sa place...»

Pour favoriser les rapprochements entre politiciens expérimentés et jeunes élus, Gino Reeves, de Place aux jeunes, entend instaurer d'ici quelques mois un «service de cybermentorat». Des élus d'expérience pourraient, via Internet,

conseiller de jeunes politiciens d'autres régions du Québec. «Comme ça, ils n'auraient pas l'impression de former la relève qui pourrait un jour devenir des opposants politiques», affirme-t-il.

M. Reeves souhaiterait aussi que les élus rencontrent plus souvent les jeunes qui, un jour, seront appelés à prendre leur place. «Il ne faut pas que les jeunes en entendent parler par d'autres; les élus doivent se rendre eux-mêmes dans les écoles, affirme-t-il. Ce n'est pas pour rien que les enfants veulent être pompiers, policiers, enseignantes ou infirmières: ils ont tous eu des contacts avec ces gens-là à l'école.»

Les jeunes impliqués restent dans leur patelin

Les raisons sont nombreuses pour expliquer le désintérêt des jeunes face à la politique municipale: la faible rémunération des élus, les premières années d'une carrière professionnelle, la famille qu'on vient de fonder, ou encore les champs d'intérêts qui, à première vue, sont à des kilomètres de la politique municipale. «Les jeunes se mobilisent plus pour des causes planétaires comme l'environnement et la guerre en Irak», souligne la présidente du Conseil permanent de la jeunesse, Sophie Paquet.

En ce sens, Louise Houde, du ministère des Affaires municipales, insiste sur le fait que le rôle d'un conseiller municipal s'étend bien au-delà de la voirie et de la taxe foncière. Avec les nouveaux pouvoirs qui leur sont conférés par Québec, les villes sont maintenant responsables de la gestion des matières résiduelles et des cours d'eau, des problématiques environnementales qui touchent les jeunes au plus haut point.

En d'autres mots: les jeunes peuvent «penser globalement» tout en «agissant localement», que ce soit en instaurant une politique familiale ou en favorisant l'accès au transport en commun par l'entremise du conseil municipal.

Une plus grande implication des jeunes en politique municipale pourrait également contrer l'exode des jeunes, avance la Fédération québécoise des municipalités. Le jeune maire de Wickham, Éric Béchard, est d'accord avec cette hypothèse: «Je n'ai pas le goût de partir de mon patelin parce que je suis impliqué chez moi.»

Aujourd'hui, les jeunes peuvent «penser globalement» tout en «agissant localement»

Le jeu en vaut la chandelle

SAINT-JUSTIN, Mauricie

Entreprendre une campagne électorale et tenter de se faire élire au sein d'un conseil municipal, c'est un défi de taille pour les jeunes amateurs de la politique. Toutefois, la relève municipale s'entend sur une chose: le jeu en vaut la chandelle.

La plupart des conseillers ou des maires rencontreront des embûches, que ce soit en période électorale ou pendant leur mandat. «Durant ma campagne, il y a des gens qui m'ont dit: "Tu ne paies même pas de taxes." Je devais leur prouver que j'étais capable», affirme Vincent Lemay, le plus jeune élu de la région trifluvienne. Conseiller municipal à Saint-Paulin, à l'ouest de Trois-Rivières, il est âgé de 20 ans et étudie à l'UQTR au baccalauréat en génie mécanique.

« Il n'y a pas assez de jeunes qui s'impliquent »

— Jean-François Caron

«Au début, les jeunes peuvent manquer de connaissances. Les dossiers, règlements et procédures peuvent faire peur», affirme Isabelle Normandin, conseillère municipale à Saint-Maurice depuis 2 ans. Agée de 30 ans, l'éducatrice spécialisée et mère d'un enfant avoue s'être souvent remise en question au cours de son mandat.

De son côté, Jonathan Lacourse, 27 ans, conseiller municipal à Maskinongé depuis 2001, a vécu sa campagne comme un défi. «Mon père était conseiller. Comme il ne voulait pas se représenter aux dernières élections, j'ai profité du contexte de la fusion entre la paroisse et le village de Maskinongé pour me présenter», explique celui qui occupe la profession d'enseignant.

Le choix de faire le saut en politi-

que municipale n'est pas évident pour tous. «Déloger quelqu'un qui est là depuis longtemps, ce n'est pas facile. Les gens aiment la stabilité au municipal. On le voit par l'âge des élus et la moyenne des mandats. Le processus électoral peut faire peur», commente le maire de Batiscahan, Christian Fortin. Aujourd'hui âgé de 31 ans, il a été élu pour la première fois en 1997, alors qu'il avait 23 ans.

«Il y a toujours des gens qui disent que tu es trop jeune, mais ça fait partie de la joute politique. Il reste qu'il n'y a pas assez de jeunes qui s'impliquent au municipal. On doit prendre notre place et j'ai décidé de prendre la mienne», de dire le plus jeune conseiller municipal de Trois-Rivières, Jean-François Caron, qui est âgé de 24 ans.

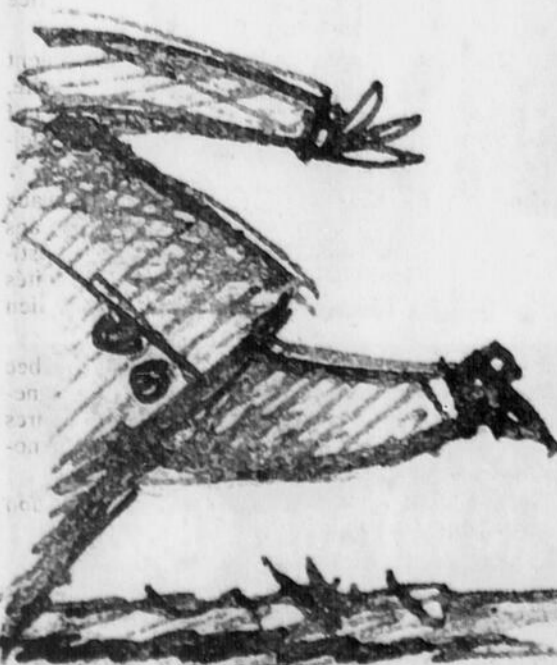
Les réalités d'un jeune élu

Fanny Prince, conseillère municipale à Sainte-Geneviève-de-Batis-

cahan depuis 2 ans, a préféré se faire discrète à la table du conseil. «Au début, je ne parlais pas beaucoup et j'observais ce qui se passait. Aujourd'hui, les autres élus savent que j'ai une opinion souvent différente de la leur et ils me respectent», soutient la jeune femme de 30 ans.

À Saint-Justin, la mairesse est également une jeune élue. Kathy Paquin, 34 ans, est enseignante et aussi mère de deux enfants. Son intégration dans la sphère municipale a été un peu plus difficile que les autres élus rencontrés.

«Ce n'était pas facile au début. Ça a pris six ou sept mois pour établir un lien de confiance entre les élus. À la table des maires, certains ont été ben, ben, ben méchants avec moi et même jusqu'à tout récemment. Mais environ 90 % d'entre eux me laissent la place qui me revient à la table des maires», affirme celle qui s'est fait élire pour la première fois en 2002. (Le Nouvelliste)



UN GRAND DOSSIER DE LA TRIBUNE EN QUATRE VOLETS**1. Samedi 24 septembre**

L'élus idéal

2. Mardi 27 septembreChanger les choses...
mais à quel prix ?**3. Jeudi 29 septembre**

Les femmes s'organisent

4. Samedi 1^{er} octobre

Les jeunes se font rares

**Quand M. le maire habite chez sa mère**

Éric Béchard habitait encore chez ses parents quand il est devenu maire de Wickham, à 24 ans. Dans cette municipalité rurale en banlieue de Drummondville, tous les conseillers ont au moins dix ans de plus que M. le maire.

«Les citoyens sont beaucoup moins inquiets qu'avant par rapport à mon âge, affirme M. Béchard. Depuis 2000, le conseil a été entièrement renouvelé, si bien que je suis maintenant le doyen des élus.»

«Les citoyens sont beaucoup moins inquiets»

— Éric Béchard

Aujourd'hui âgé de 29 ans, Éric Béchard a été élu conseiller de Wickham pour la première fois en 1996, alors qu'il n'avait que 20 ans. Au cours des deux années précédentes, il représentait déjà les citoyens au sein du comité consultatif d'urbanisme de cette municipalité rurale de 2576 âmes.

Pour M. Béchard, la politique est «une véritable passion». Le jeune politicien, aussi responsable des achats et de la messagerie dans une firme d'ingénieurs, compte briguer la mairie une dernière fois avant de faire le saut en politique provinciale.

Des initiatives variées

Les moyens sont nombreux pour intéresser les jeunes à la politique: simulations, colloques, forums, conseils d'élèves... Bref, ce ne sont pas les activités qui manquent.

Des élections simulées sont déclenchées à l'école primaire du Canton de Stratford, dans le cadre d'un programme scolaire sur la démocratie. Un «maire d'un jour» est appelé à présider une partie d'une séance du «vrai» conseil municipal et certaines demandes des jeunes élèves sont parfois adoptées par les élus.

Du côté de la capitale provinciale, les membres du conseil municipal de la Ville de Québec ont accepté de créer un conseil municipal des enfants, formé de jeunes de cinquième et sixième années. Les représentants des écoles seront choisis de façon démocratique et iront rencontrer des conseillers municipaux et des fonctionnaires pour leur exposer leurs préoccupations.

À Saint-Denis-de-Brompton, les élèves de quatrième année étudient le fonctionnement du conseil municipal pendant plusieurs semaines. Ils participent ensuite à une simulation d'une séance régulière du conseil à l'hôtel de ville.

En avril, le Forum jeunesse Laval a pour sa part organisé une simulation semblable, cette fois pour les jeunes de 16 à 25 ans. Une cinquantaine de jeunes ont pris part à une séance de formation, suivie d'une simulation à l'hôtel de ville de Laval. Les participants ont joué les rôles de conseillers, de maire, de citoyens et de journalistes. «Ce fut un succès absolu et c'est sûr que certains participants vont se présenter aux élections un jour», affirme l'organisatrice de l'activité, Mélissa Giroux.

À Montréal, une maison de jeunes a récemment créé un conseil virtuel dans Internet. Le site, www.conseilvirtuel.com, est en fait un jeu interactif qui permet aux Montréalais de 12 à 19 ans de participer à une campagne électorale fictive sur le Web.

Dans la MRC de l'Érable, des comités municipaux d'adolescents permettent aux jeunes de 12 à 18 ans de se familiariser avec le fonctionnement des institutions démocratiques. Dans plusieurs municipalités de cette MRC, un conseiller municipal fait le lien entre le comité 12-18 et le reste des élus.

Enfin, le Directeur général des élections du Québec mise, depuis 1991, sur l'élection et l'accompagnement d'un conseil d'élèves dans les écoles primaires et secondaires afin d'inculquer des notions de démocratie aux jeunes.

Sources: Guide de la relève municipale, Fédération québécoise des municipalités.

Les jeunes Montréalais peuvent participer à une campagne électorale fictive sur le Web

Plus d'inscriptions à l'Université de Sherbrooke

L'UdeS première au Québec pendant que Bishop's ferme la marche



Gilles Fisette

gilles.fisette@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

C'est à Sherbrooke que l'on retrouve à la fois le mieux et le pire lorsque vient le temps de faire le bilan des inscriptions dans les universités québécoises.

En effet, pendant que l'Université de Sherbrooke occupe le premier rang, puisque c'est là qu'on a enregistré la plus forte augmentation d'inscriptions au total des trois cycles universitaires - le baccalauréat, la maîtrise et le doctorat mis ensemble -, l'Université Bishop's, elle, ferme la marche, avec la baisse la plus marquée.

C'est du moins ce qu'on peut retenir des données préliminaires sur les inscriptions en provenance des établissements, à l'exclusion de celles de la Télé-Université.

On y lit que l'Université de Sherbrooke a enregistré une hausse de 1,5 pour cent des inscriptions au premier cycle, de 12,9 pour cent au deuxième cycle et de 8,1 pour cent au troisième cycle. Au total, c'est une augmentation de 4,4 pour cent des inscriptions qu'affiche l'institution dirigée par Bruno-Marie Béchard.

Le second rang est occupé par les HEC qui, au total, ont enregistré une hausse de 2,8 pour cent des inscriptions

dont une augmentation de 2,9 pour cent au premier cycle.

À l'Université Bishop's, les résultats du présent automne sont moins encourageants. Au total, l'université du principal Robert Poupard accuse une baisse de 3,3 pour cent dont 3,5 pour cent au premier cycle. Et ce, malgré une hausse de 66,7 pour cent des inscriptions au deuxième cycle. Compte tenu du peu de programmes de deuxième cycle, ces résultats positifs n'ont que peu d'impact sur le résultat total.

Aucune autre université québécoise n'accuse une baisse de ses inscriptions, mis à part l'ETS et l'INRS.

Au trimestre d'automne 2005, quelque 167 639 étudiants se sont inscrits à temps plein dans les universités québécoises et 88 024 au temps partiel, pour un total de 255 663 inscriptions. Après une hausse de 1,8 pour cent en 2004, cela représente, cette année, une augmentation de 1,4 pour cent du nombre total des inscriptions.

Cette hausse survient pour une huitième année d'affilée.

Les causes exactes de ces nouvelles augmentations sont multiples et peuvent varier d'un établissement à l'autre. Parmi les éléments d'explication, on doit noter que les mesures de persévérance et de réussite aux études mises sur pied au cours des dernières années continuent à porter fruit. L'implantation de nouveaux programmes ainsi que le recrutement d'étudiants étrangers dans certains établissements sont également des facteurs à considérer.



Pendant que l'Université de Sherbrooke occupe le premier rang, puisque c'est là qu'on a enregistré la plus forte augmentation d'inscriptions au total des trois cycles universitaires, l'Université Bishop's, elle, ferme la marche, avec la baisse la plus marquée.

Archives, La Tribune

Mise en demeure à la Commission scolaire des Hauts-Cantons

Isabelle Pion
SHERBROOKE

Le commissaire Léo Blais envoie une mise en demeure à la Commission scolaire des Hauts-Cantons (CSHC) et lui réclame du même coup 24 000 \$.

M. Blais, qui a aussi annoncé sa démission, mardi soir, parle d'abus de droit, d'intimidation et de harcèlement.

«Je vous mets (donc) en demeure de me verser la somme de 24 000 \$ pour m'avoir empêché de représenter mon secteur et d'accomplir mon mandat jusqu'à la fin», écrit-il dans le document.

Déboires

Léo Blais avait été suspendu en janvier dernier pour un manquement au code d'éthique du conseil. Cette suspension se terminait le 5 août dernier.

Les désaccords entre le commissaire démissionnaire et le conseil remontent cependant à quelques années. Ceux-ci avaient commencé lorsque M. Blais avait pris position pour un groupe de parents qui dénonçait l'inaction de la CSHC dans le dossier de l'école Notre-Dame-de-la-Garde. Cette école avait fait l'objet d'une enquête pour de présumés cas de violence.

En 2002, Léo Blais avait essuyé un blâme de la part de ses collègues de la CSHC. Ces derniers lui reprochaient de les avoir critiqués, eux et la direction générale, pour leur attitude dans ce dossier. De plus, à la suite de cette histoire, des parents avaient fondé l'Association scolaire indépendante des parents des Hauts-Cantons, l'ASIP.

Dans cette mise en demeure qu'il a fait parvenir à La Tribune, M. Blais fait référence au conflit opposant la CSHC et l'ASIP. Il soutient que c'est à ce moment que «le

climat éclate», c'est-à-dire en janvier 2003.

Soulignons que l'ASIP poursuit la CSHC, et que cette cause est toujours devant les tribunaux.

Selon le directeur général de la CSHC, Jean Cloutier, le conflit entre l'ASIP et la CSHC concerne une entente avec une enseignante pour un règlement de grief. L'entente entre les deux parties mentionnait que cette enseignante était supportée par l'ASIP, ce que cette dernière nie. D'où la poursuite de l'ASIP contre la CSHC.

Conflit qui s'éternise

«Par la suite, le 25 novembre 2004, tout juste après l'élection scolaire (...), je demande s'il serait possible de mandater M. Cloutier, la présidente et moi-même pour vérifier une entente possible dont j'avais discuté avec des représentants de l'ASIP», peut-on également lire dans la mise en demeure.

«Ces derniers se disaient prêts à régler, en plus de dissoudre leur mouvement et de faire une conférence de presse avec la commission scolaire pour en finir une fois pour toute et faire la paix. J'ai eu droit au manque de respect, aux reproches et par la suite manquement au code d'éthique (SIC), intimidation, abus de droit, harcèlement et sanctionné sans précédent pour avoir fait mon devoir d'élu...»

M. Blais déplore aussi, dans ce document, que ce conflit s'éternise, «en occasionnant pour plus de 25 000 \$ en frais juridiques à la commission, sans compter l'impact négatif dans le milieu scolaire et son entourage».

De son côté, Jean Cloutier soutient que Léo Blais souhaitait que la commission scolaire achète la paix en payant une somme à l'ASIP, ce que la CSHC a refusé.

M. Blais justifie ce recours légal par les pertes de temps occasionnées, les frais de consultation, pour les préjudices et les pertes de jouissance de la vie.

La CSHC a 10 jours pour répondre à cette mise en demeure. «La commission scolaire va l'analyser. On l'a reçu mercredi», note M. Cloutier. «On se doit de la considérer sérieusement. On va l'analyser, prendre des avis et on va y répondre. On espère régler rapidement; on aimerait ça mettre nos énergies ailleurs...» souligne pour sa part la présidente de la CSHC, Suzanne Durivage.

Représentant les régions de Bury, Chartierville, Hampden, La Patrie et Scotstown, M. Blais était commissaire depuis 1987. Le directeur général de la CSHC a 30 jours pour décider de la date des élections afin de remplacer M. Blais.

LES PNEUS
ROBERT BERNARD

le nom qui fait sa marque !

50\$

OBTENEZ une carte-cadeau à l'achat de 4 pneus d'hiver* Michelin (d'une valeur de 50\$)

*Michelin X-Ice™, Pilot™ Alpin™ PA2, Latitude™ Alpin™ HP et Latitude™ X-Ice™

Offre valide du **1er au 28 octobre 2005**

www.robertbernard.com

LES PNEUS
Robert Bernard

585, Route 220 (819) **564-1636**
SAINT-ÉLIE D'ORFORD
Sans frais : 1 800 663-6172

la Baie
Rectificatif

Cahier publicitaire Jours la Baie, meubles et électros (8-4H).
Page 6. Lave-vaisselle BEAUMARK, n° 9010398. Photo erronée.
Cuisinières BEAUMARK, nos 47942925 et 47946694. Photos inversées.

Cahier publicitaire Jours la Baie (8-5W). Page 6. Bottes Mindy II de INC pour elle. Retard de livraison. Bons d'achat différé offerts.

Notre clientèle vaudra bien excuser ces erreurs.

Sortez les taxes du décor

Tout le mois d'octobre, NORSUD paye les deux taxes sur toute la marchandise*

MAINTENANT AU
3025, rue King Ouest, Sherbrooke
LES TOURELLES
563-1255



*Ne peut être jumelé à aucune autre promotion

MOBILIER

Comprendre un patient par l'histoire de sa vie

François Gougeon
SHERBROOKE

La médication et autres mesures de contention peuvent être limitées en établissement de soins de longue durée, où les personnes âgées en lourde perte d'autonomie éprouvent régulièrement des épisodes d'agitation et d'agressivité.

Parmi les différentes mesures pour assurer la stabilité des patients et dont il a été question hier au colloque provincial Enjeux et controverses dans les soins aux personnes âgées en grande perte d'autonomie, qui se déroule à Sherbrooke, on retrouve «l'histoire de vie».

L'idée, a expliqué la conseillère clinicienne en soins infirmiers Lucie Côté, de l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke (CLSC-IUGS), c'est justement de recueillir de l'information pertinente sur l'historique de vie du patient. Àuprès de proches significatifs, comme conjoints et enfants, on documente son enfance, ce qu'a été sa vie adulte et sa période de retraite. Le tout est consigné dans un album enrichi de photos et autres éléments clés.

Mieux détecter

«C'est une façon de bien connaître la personne, ses traits de caractère, sa personnalité, ses passions et ainsi de suite. Ce faisant, le personnel soignant peut mieux détecter et comprendre les comportements perturbateurs de cette personne et est en mesure d'intervenir adéquatement», soumet en substance Mme Côté.

Elle a donné l'exemple d'un patient devenant très agressif quand son environnement était bruyant. «Par son histoire de vie on savait que cette personne avait travaillé longtemps auprès de jeunes délinquants et se retrouvait souvent en situation de crise. On a réalisé que c'était la raison de sa forte agitation quand son environnement (en soins de longue durée) était perturbé par le bruit», a dit l'infirmière. Elle a présenté hier le fruit de son travail de recherche avec sa collègue Monique Bourque.

Humaniser

Cette façon très pointue d'établir des liens entre les habitudes ou gestes du passé et les comportements dysfonctionnels d'une personne en perte d'autonomie ont d'autres avantages, à part améliorer sa qualité d'hébergement.

«Ça humanise et personnalise encore plus les soins, fait valoir Mme Côté. C'est une formule gagnante sur plusieurs fronts parce que ça permet au personnel soignant de voir la personne pas juste comme un malade mais comme quelqu'un qui a accompli des choses parfois extraordinaires au cours de sa vie.

Commerçants recherchés pour l'ancienne gare

La Tribune
SHERBROOKE

L'organisme Sherbrooke, Cité des rivières fait un pas de plus vers la revitalisation de l'ancienne gare du CP située en bordure de la promenade du lac des Nations. Les personnes intéressées à opérer un commerce à l'intérieur du marché qui sera installé à l'intérieur du bâtiment sont invitées à présenter un dossier de préqualification.

Dans le cadre du programme Infrastructures Canada-Québec, les deux paliers de gouvernement ainsi que la Ville de Sherbrooke ont convenu de financer le projet de restauration de l'ancienne gare du CP.

Il s'agit d'un investissement évalué à trois millions \$, indique un communiqué.

Le marché de la Gare accueillera de trois à six commerces de produits alimentaires à l'intérieur du bâtiment ainsi que la billetterie du train touristique.

La superficie locative à partager représente environ 500 mètres carrés. Un marché public saisonnier sera aménagé à l'avant de la gare pour accueillir une trentaine de producteurs agricoles de la région.

Les critères de préqualification sont disponibles au bureau de Sherbrooke, Cité des rivières. Les dossiers de candidature doivent être déposés à ce même bureau au plus tard le 17 octobre 2005 à 16h.



Imacom, Maxime Picard

Connaître le passé d'un patient permet de mieux comprendre ses agissements, mais aussi d'établir une bonne relation de confiance, soutiennent Lucie Côté et Monique Bourque, conseillères cliniciennes au CLSC-IUGS.

C'est aussi une façon d'établir une bonne relation de confiance et de meilleurs liens avec la famille et les aidants naturels.»

Développée à l'IUGS et facilement exportable, cette façon de faire faisait partie des nombreux sujets abordés au colloque qui se termine cet après-midi avec le témoignage de Chloé Ste-Marie.

Plus de 300 participants venant de partout au Québec assistent depuis jeudi à différentes présentations visant à améliorer la vie des personnes en établissement de soins de longue durée.

Cours de Plongée Sous-marine

99\$

Prochain cours **16 octobre**

PADI Centre Plongée 5 Étoiles

Brevet international 5 étoiles valide à vie

Seulement chez **Plongée Nordsud!**

Sherbrooke
45, rue Côté
819-564-2929

Angle King Ouest, près de Buro-Dépôt

Sans frais: **1-866-667-3783**
www.plongee-nordsud.com

OUVERTURE OFFICIELLE
du **Club Vidéo**

Le **VIDÉOÉCONO**

Méga promotion
Toutes les **NOUVEAUTÉS à 3\$ taxes incluses**

5180, boul. Bourque, Rock Forest
(aux lumières du nouveau Mazda)
Tél. : (819) **864-1082**

SPÉCIAL D'AUTOMNE

Profitez des plus belles conditions de terrain de la région

***28\$ /JOUEUR TAXES INCLUSES**
Golf et VOITURETTE
Lundi au jeudi

***40\$ /JOUEUR TAXES INCLUSES**
Golf et VOITURETTE
Vendredi - Samedi - Dimanche

* Prix en vigueur à compter du 26 septembre 2005

GOLF DU MONT ORFORD

RÉSERVATION (819) 843-5688
www.orford.com

Ensemble pour l'éducation et la santé!

Henri-Paul Roussau
Président de la Campagne

Bruno-Marie Béchard, ing.
Recteur, Université de Sherbrooke

Patricia Gauthier
Directrice générale, CHUS

Denis Lalumière
Directeur général, Centre de santé et de services sociaux - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke

Don de 60 000 \$ de Électronique Inpro

Yves Boissonneault, président d'Électronique Inpro, a remis un chèque de 60 000 \$, représentant la contribution de l'entreprise pour la Campagne Ensemble. Wilfrid Morin, président du comité des dons majeurs pour l'Estrie, a reçu le chèque en compagnie de Bruno-Marie Béchard, recteur de l'UdeS, qui agissait à titre de représentant pour les institutions partenaires dans la campagne.

Des Arméniens chez le dentiste



François Gougeon

francois.gougeon@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Des enfants qui n'avaient jamais vu de dentiste de leur vie et qui n'en reverront plus jamais! À cause de leur extrême pauvreté et parce que leur pays, l'Arménie, est sans ressource.

C'est dans cette ancienne république soviétique que le Dr Luc Villemaire, de Brompton, a permis à des jeunes de 7 à 15 ans d'avoir ce premier contact avec un dentiste. Ce professionnel a participé l'été dernier à une mission au compte de l'organisme humanitaire *Dentistes sans frontières* (DSF), en compagnie de sa conjointe et assistante dentaire dans la vie de tous les jours, Marie-Josée Duval. Cela a eu lieu du 16 juillet au 6 août et le Dr Villemaire était aussi entouré d'une étudiante en dentisterie de Montréal et d'une interprète.

«C'était comme un vieux rêve. Je pensais depuis longtemps à une expérience en pays défavorisé. C'est incroyable comme découverte... Je savais qu'il existe un immense problème de répartition de la richesse et des coins d'extrême pauvreté sur terre. Mais de le voir ainsi de ses yeux, ça marque», a exprimé en entrevue avec *La Tribune* le dentiste âgé de 41 ans, qui se



Le Dr Luc Villemaire et sa conjointe et assistante dentaire, Marie-Josée Duval, en compagnie d'un jeune patient arménien et, à l'arrière, les autres membres de l'équipe, Orphélie et Tamar.

promet de récidiver dans le futur, tellement ce périple l'a interpellé.

Luc Villemaire était installé dans un petit village situé à une heure de la capitale, Erevan, pour y traiter les dents d'enfants

orphelins ou très pauvres regroupés dans un sorte de colonie de vacances. «C'était vraiment leur première rencontre avec un dentiste. Et sans doute leur dernière. Malgré cela, les jeunes ont très bien collaboré. Peut-être un sur 20 n'a pu être traité parce qu'il avait très peur. Mais les enfants de là-bas ont généralement une très grande tolérance à la douleur», a aussi expliqué Dr Villemaire.

Il a vite appris les mots arméniens *Pagaie et patz*, pour «ferme» et «ouvre» (la bouche). Et malgré ce qu'on pourrait penser, il n'avait pas qu'un job d'arracheur de dents à faire. «L'hygiène dentaire en Arménie n'est pas la nôtre, bien sûr. Malgré cela, bien des dents étaient réparables mais avec d'énormes obturations», a aussi dit Dr Villemaire. Il regrette seulement que malgré de longues journées, il n'a pu traiter les 211 enfants prévus. «Mais on a pu aller au plus urgent», fait-il valoir.

Quant à l'équipement de travail, ce n'est évidemment pas celui de sa clinique de Brompton. «C'était quand même pas si pire et heureusement que je suis bri-

coleur, car j'ai pu rafistoler des pièces, comme la succion... L'équipement vient de dons. Chaque dentiste qui passe pour *Dentistes sans frontières* y amène et y laisse différents outils», signale le professionnel des dents.

Luc Villemaire avoue avoir vécu une expérience «renversante et inoubliable». Avec en prime la beauté d'un paysage sur fond de scène du Caucase à couper le souffle et la découverte d'un peuple «extrêmement chaleureux et fier».

«Je considère avoir reçu beaucoup plus que ce que j'ai donné. Infiniment plus! Ma contribution comme dentiste auprès de ces enfants dépourvus d'à peu près tout, c'est juste une petite goutte d'eau dans un immense océan de besoins. Et même si je ne comprenais pas leur langue, j'ai clairement senti le courant passer de leur reconnaissance. De voir des enfants tout sourire et heureux du soutien et du réconfort qu'on a pu leur apporter, c'est le plus beau souvenir», a aussi confié ce père de deux filles de 10 et 12 ans.

OCTOBRE, LE MOIS DES AÎNÉS CAA-QUÉBEC

CAA-Québec a à cœur votre autonomie!

Assistez à des conférences sur la sécurité routière pour une meilleure tranquillité d'esprit.

Bientôt dans votre région.

Sherbrooke
13 octobre 2005
Delta Sherbrooke
2685, rue King Ouest
9 h à 16 h

Réservez dès maintenant.
Places limitées.

Appelez au **1 800 463-7232, poste 2227**

Sécurité routière Membre CAA-Québec : 10\$
Non-membre : 15\$

Enfin Harry Potter en version française



Mélanie Noël

melanie.noel@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

C'est aujourd'hui que les nombreux fans francophones de Harry Potter pourront enfin mettre la main sur la version française du tome six du célèbre sorcier, *Harry Potter et le Prince de Sang-Mêlé*.

Au cours des derniers jours, les libraires de la région ont ressenti la fébrilité que soulève l'arrivée de ce livre sur leurs étagères. Plusieurs amateurs ont même déjà réservé leur exem-

plaire pour être certains de ne pas se buter à un bris d'inventaire.

Si certaines librairies de la province ont exceptionnellement ouvert leurs portes à 0 h 01 aujourd'hui, les Sherbrookoises, eux, devront patienter jusqu'à 7 h ce matin pour se procurer l'avant-dernier tome des aventures de Harry Potter. En effet, les magasins Archambault et les Librairies GGC ont tout de même devancé de deux heures l'ouverture de leurs portes afin de rassasier les lecteurs les plus voraces. Chez Archambault, certains employés seront même déguisés pour l'occasion.

L'arrivée de ce tome de 720 pages, deux mois et demi après la sortie de la version originale, fait le grand bonheur des fidèles lecteurs qui patientent, tant bien que mal, entre les publications de la romancière J.K. Rowling. La «mère» de Harry Potter, soit dit en passant, est maintenant la femme la plus riche de Grande-Bretagne, incluant la reine, avec une fortune estimée à 825 millions d'euros par le magazine *Forbes*.

Chers fanatiques, sachez donc que *Harry Potter et le Prince de Sang-Mêlé* est maintenant disponible en magasin, mais ça ne vaut pas la peine de s'y bousculer imprudemment, les libraires assurent qu'ils ont en main suffisamment de copies pour répondre à la demande.



Le 6e tome des aventures d'Harry Potter

MATÉRIAUX J. ANCTIL

Grands gagnants du concours 70 ans

<p>700\$</p> <p>Donald Breton, St-Denis Michel Gagné, Stoke Sonia Aubé, St-Denis Bertrand Lisée, Canton Hatley Denis Mathieu, St-Élie-d'Orford Doris Parent, St-Élie-d'Orford Denise Bellerose, Rock Forest Daniel Léveillé, Windsor Normande Cournoyer, St-Denis France Bolduc, St-Denis</p>	<p>70\$</p> <p>Michel Thibault, Bromptonville Réal Sévigny, Fleurimont Suzy Léonard, St-Élie Richard Mercier, Orford Laurent Caron, St-Denis Jean-Marc Rivard, Bromptonville Roch Blais, St-Élie Christian Pedneault, Fleurimont Guy Coriveau, Sherbrooke Chantal Lamothe, St-Denis Roch Gagner, St-Élie-d'Orford Francine Huard, St-Denis Serge Vanasse, St-Denis Richard Gill, Rock Forest Daniel Roy, Fleurimont Alain Cloutier, Bromptonville</p>
--	--

Construisez votre maison avec Matériaux Anctil et courez la chance de gagner 7 000 \$ de bons d'achat! (le concours se termine le 31 décembre).

J. ANCTIL
MATÉRIAUX
www.janctil.com

3110, Route 222, Saint-Denis-de-Brompton
(819) 846-2747 Téléc.: 846-4100

CET AUTOMNE, FACILITEZ-VOUS LA TÂCHE!

L'unique BEAR VAC PRO

- 3 machines en une, déchiqueteur de branches jusqu'à 3", aspirateur à feuilles, déchaumeuse;
- traction à 3 vitesses avant/1 arrière;
- ouverture de la bouche d'aspiration de 29";
- rouleau d'alimentation muni de 27 lames pour ramasser et déchiqueter les feuilles;
- réduction de volume 12 pour 1;
- moteur B & S 8,5 CV I/C.

L'aspirateur BEAR VAC

- léger, il possède 4 grandes roues pour faciliter la circulation sur le terrain;
- ventilateur à 6 pales en acier pour offrir un maximum d'aspiration;
- aspire feuilles et débris sur toutes surfaces;
- choix de moteur B & S 6 CV ou Honda 5 CV.

VENEZ L'ESSAYER!

CRARY BEAR CAT

Les Distributions

Payeur inc.

5379, rue King Est
Ascot Corner JOB 1A0
Tél. : 821-2015

Le choix des Cantons-de-l'Est

Votre satisfaction, notre obsession!

Bien pensé

2000, rue Sherbrooke, Magog • Tél. : 843-3673 • 1 877 552-3673 • www.magogford.ca

«C'est de la pure démagogie»

Les propos de Monique Jérôme-Forget n'ont pas ému les syndiqués de la CSN en grève hier



Des syndiqués de la CSN se sont rassemblés devant les bureaux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en Estrie (MELS), hier, pour protester contre l'attitude du gouvernement dans les négociations en cours.



Isabelle Pion
isabelle.pion@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

«**D**émagogie», «foutaise», «cabotinage»... Visiblement, les syndiqués de la CSN n'ont pas été émus par les propos de la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, qui affirme qu'accéder à leurs demandes entraînerait

une hausse des impôts. Quelques centaines de syndiqués de cette centrale ont manifesté, hier, devant les bureaux régionaux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en Estrie (MELS).

Les manifestants, des employés de l'Aide juridique et des membres du Syndicat du personnel de soutien des commissions scolaires des Hauts-Cantons et des Sommets se sont regroupés devant ces bureaux, entraînant ainsi une fermeture temporaire de la rue Belvédère Nord. Ce débrayage, rappelons-le, a aussi donné congé à quelque 15 000 élèves de ces deux commissions scolaires.

Le premier vice-président de la CSN et responsable de la négociation du secteur public, Louis Roy, rappelle qu'il s'agit de la dernière journée de grève avant le 10 novembre pour le front commun de la FTO-CSN. «Si, rendu au 10 novembre, on est toujours dans la même situation, et qu'il y a toujours une belle madame qui vient nous dire: 'On n'a pas d'argent', il y aura des grèves au Québec!» lance-t-il en dénonçant l'attitude



Louis Roy, responsable des négociations pour la CSN, dénonce l'attitude patronale dans le processus en cours.

«L'incompréhension» dont fait preuve la partie patronale renverse la CSN

Gilles Fisette
SHERBROOKE

«**J**e ne sais pas ce qu'on leur apprend à l'école d'administration publique mais les négociateurs patronaux et les ministres du gouvernement Charest ont une totale incompréhension du processus de négociation.»

C'est ce que déclare le responsable des négociations pour la CSN, le premier vice-président de cette centrale, Louis Roy, qui, hier, était de passage à Sherbrooke afin de rencontrer les employés de soutien en grève.

Des manifestations de cette incompréhension, M. Roy en vit à maintes occasions. La plus récente, dit-il, est cette déclaration du négociateur patronal qu'il ne peut y avoir de négociation avec des grévistes.

«Depuis quand l'exercice d'un droit, obtenu et exercé légalement, est-il un empêchement à la négociation? Alors, aussi bien dire qu'il ne reste plus qu'à mettre la clé dans la porte d'une usine dès qu'une grève y est déclarée.»

Si la partie patronale ne comprend visiblement pas le processus de négociation, elle fait également preuve de démagogie et de mépris à l'endroit de ses employés, a poursuivi M. Roy.

Démagogie dans la façon dont elle triture les chiffres en voulant montrer qu'elle ne peut offrir davantage que le montant qu'elle a déposé sur la table, dès le début des négociations, enchaîne-t-il.

«Les chiffres de Monique Jérôme-Forget font état de ce qui s'applique à l'ensemble de la fonction publique, y compris les policiers et les juges. C'est un peu comme si, dans une négociation dans un établissement d'un Canadien Tire, on disait ce que cela représentait pour l'ensemble des Canadien Tire à travers le Canada... Dans une négociation, il

faut ramener cela à chaque individu. Et on obtient alors des augmentations de 7 à 10 \$ par semaine, par individu, en moyenne. Et une fois le taux d'imposition appliqué, ça revient à des augmentations de 4 à 6 \$.»

La CSN, signale M. Roy, vise toujours un règlement avant les Fêtes. Pour parvenir à cet objectif, la pression devra s'accroître. Dans ce sens, la centrale sollicitera auprès de ses membres, le mandat de pouvoir déclencher quatre jours de grève, non consécutifs mais disposés de manière à ce que, chaque jour, quelque part au Québec, un groupe soit en grève, entre le 10 novembre et le 16 décembre.

de la partie patronale, qui n'a pas voulu se présenter aux tables de négociations hier.

Actuellement, quatre journées de grève sont prévues par le front commun entre le 10 novembre et le 16 décembre. Celles-ci se dérouleront de façon rotative dans toutes les régions du Québec.

«Ça fait dix ans que l'on s'appauvrit»

Quant aux arguments de la présidente du Conseil du Trésor, Louis Roy n'y croit pas du tout. «Les négociations ne sont pas arrivées la semaine passée», indique-t-il en soulignant le manque de prévoyance du gouvernement et ses choix politiques. «L'état du budget du Québec, c'est impossible de le vérifier. Ou on la croit sur parole (Mme Jérôme-Forget) ou on ne la croit pas. Et nous, on n'y croit pas (...) Je suis obligé de dire que c'est de la pure démagogie, du cabotinage.»

La CSN, martèle M. Roy, ne signera pas de reculs salariaux. Il défend également ses syndiqués d'être des «gras durs»: «Ça fait dix ans que l'on s'appauvrit.» À ses yeux, le gouvernement et les médias oublient également tout l'aspect des conditions de travail et de l'augmentation des tâches.

Rencontrées au cours de cette manifestation, Lise Lévesque et Jacinthe Breton, deux employées de l'Aide juridique, se disaient prêtes à utiliser les moyens de pression jusqu'au bout. «Les tâches augmentent, mais pas les conditions», observe cette dernière. «Dans le privé, les augmentations sont de 2 % par an, alors qu'on offre 8 % sur six ans», fait de son côté valoir Mme Lévesque.

LOTO QUÉBEC		Résultats	
SUPER 7		Tirage du 2005-09-30	
21 28 29 34 35 36 44		Complémentaire : 30	
Joker		Tirage du 2005-09-29	
Lettre gagnante: 0		Le Mini	
06 25 33 41 47		Tirage du 2005-09-30	
Nombres		Lots	
127925		50 000 \$	
27925		5 000 \$	
7925		250 \$	
925		25 \$	
25		5 \$	
12792		1 000 \$	
1279		100 \$	
127		10 \$	
Extra		Tirage du 2005-09-30	
04 05 10 12 13 15 16 20 21 25		750937	
26 27 30 31 35 36 55 61 68 69			

Les modalités d'annonce des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départé entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a priorité.

Prédictions ESSAYEZ UN NOUVEAU «POOL» DE FOOTBALL

Les convecteurs NOBO

La chaleur de Norvège dans votre foyer.

NOBO

Du choix et des prix pour vos matériaux électriques

Le convecteur Nobo réchauffe l'air en créant un mouvement de circulation naturel et une économie d'énergie.

Dépositaire exclusif pour l'Estrie.

Informez-vous auprès de votre maître électricien.

62, chemin Dion Saint-Élie-d'Orford
Tél. : (819) 564-7373

SME
SURPLUS MATÉRIEL ÉLECTRIQUES
Courriel : smeinc@qc.aira.com
www.smeelectrique.com

RESSORTS CHARLAND (SHERBROOKE) INC.

4342, boulevard Bourque Arrondissement Rock Forest
Téléphone : (819) 566-7555

Nouveau distributeur exclusif des produits FISHER

Financement disponible
Pelle à neige à partir de 2275\$*/sem.

* Crédit bail, taxes installation en sus, détails en magasin pour approbation de crédit.

PRO-CASTER
Minute Mount 2
Homesteader

McGill est l'une des 10 meilleures écoles pour faire la fête

Presse Canadienne
MONTREAL

À peine quelques jours après l'éclatement d'un scandale sur les pratiques d'initiations des recrues de son équipe de football, voilà que l'Université McGill, de Montréal, est la seule au Canada qui figure au palmarès du magazine érotique *Playboy* des 10 meilleures écoles nord-américaines pour faire la fête.

Une porte-parole de la direction de l'université, Kristine Greenaway, déclare en entrevue au journal *The Gazette* que jamais l'institution n'est intervenue pour mousser sa candidature à ce classement. Elle estime que l'initiative découle de la volonté de *Playboy*, un magazine fondé il y a 52 ans, de séduire une clientèle plus jeune.

Le palmarès semble avoir été constitué grâce à la collaboration d'étudiants.

Photographies suggestives

Des sessions de photographies suggestives d'étudiants de McGill, âgés de 18 ans ou plus, sont prévues dès la semaine prochaine. *Playboy* avoue s'attendre à des clichés exhibant des corps nus.

Rappelons que depuis quelques semaines, la réputation de l'Université McGill est assombrie par de sérieuses allégations de sévices corporels dégradants ayant présumément été infligés à de nouveaux joueurs de l'équipe de football des Redmen de McGill dans le cadre d'activités d'initiation. L'une des recrues s'est plainte d'avoir subi l'introduction d'un manche à balai dans son rectum, devant plusieurs autres étudiants.

Une pub gouvernementale hérisse les syndicats

Tommy Chouinard
QUÉBEC

Le gouvernement Charest dépense 250 000 \$ dans une campagne publicitaire pour convaincre les Québécois qu'il n'a pas un sou de plus à offrir aux employés de l'État.

Alors qu'il vient tout juste de renoncer à alléger le fardeau fiscal des Québécois, le gouvernement brandit dans cette publicité la menace de hausser les impôts s'il cède aux demandes syndicales.

«Il serait irresponsable de la part du gouvernement d'accepter de telles demandes. Cela compromettrait l'équilibre budgétaire du gouvernement et entraînerait des coupures de services ainsi que des hausses d'impôts et de taxes», souligne la publicité, qui paraît aujourd'hui dans les quotidiens pour la deuxième journée consécutive.

Le message publicitaire illustre que les demandes syndicales, évaluées à près de 7 milliards de dollars en six ans par Québec, correspondent au budget de 11 ministères. Dans cette liste figurent en outre les ministères des Transports, de la Culture, de l'Environnement, de l'Agriculture, de la Famille et du Développement économique.

Québec qualifie de «généreuse» son offre salariale de 12,6%, qui représente 3,2 milliards de dollars en six ans. «Cette offre respecte la capacité de payer des Québécois, permet de rétablir l'équité salariale et préserve la sécurité d'emploi des employés de l'État», indique-t-on.

La campagne, intitulée «Être responsable, c'est garantir notre avenir», a été conçue par la firme Bernier Renaud communication marketing.

«On n'utilise pas ce moyen-là souvent. C'est ex-

ceptionnel. Mais il faut comprendre que les sommes discutées ici sont importantes», a expliqué l'attachée de presse de la présidente du Conseil du Trésor, Isabelle Taschereau, hier.

«Des centrales syndicales ont utilisé ce moyen parce qu'elles ont bien vu que ça amène des bénéfices. Et nous, on veut rejoindre le plus de monde possible et expliquer la situation», a-t-elle ajouté. Québec pourrait en plus diffuser un message radiophonique sous peu.

Pas de réplique publicitaire

Cette publicité gouvernementale hérisse les centrales syndicales. Celles-ci ne tolèrent pas que le gouvernement oppose les revendications salariales des 500 000 employés de l'État et le budget de 11 ministères. «Le gouvernement aurait pu mettre l'équivalent de nos demandes en nombre d'opérations de chirurgie cardiaque, tant qu'à y être. C'est réducteur», a pesté le vice-président de la CSN, Louis Roy.

Devant une foule de 3000 syndiqués en grève, hier, le président du conseil central du Montréal métropolitain (CSN), Arthur Sandborn, a été encore plus cinglant. Selon lui, «c'est complètement dégueulasse» que le gouvernement «laisse entendre qu'il faudrait fermer 11 ministères» pour répondre aux demandes syndicales. «C'est une honte! C'est un gaspillage de fonds publics», a-t-il ajouté.

La CSN n'a pas l'intention de répliquer au gouvernement en lançant à son tour une campagne publicitaire. «On ne partira pas en guerre de publicités avec le gouvernement qui, lui, peut piger dans nos propres poches pour les financer», a expliqué Louis Roy. (*La Presse*)

Valide jusqu'au
31 décembre 2005.

Rabais de

5\$

sur traitement à
l'huile pénétrante
Ziebart

Ziebart

80, rue des Grandes-Fourches Nord,
Sherbrooke

(819) 566-2722

Un coupon par client. Ne peut être jumelé à aucune autre promotion.

NOUS AVONS LA CLÉ DE VOS RÊVES
NOUS AVONS LA CLÉ DE VOTRE MAISON



La Maison sinex



ALYSSIA



SIMPLICITÉ

incluant :

- transport,
- installation,
- raccordement de menuiserie.

59 800\$

Comparez par vous-même!

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi 9 h 00 à 17 h 00
Samedi 9 h 00 à 16 h 00
Dimanche 10 h à 15 h 00

Accrédité platine par
LA GARANTIE QUALITÉ HABITATION

SCHL  CMHC

Membre APCHQ

 Société québécoise des manufacturiers d'habitation
Licence R.R.Q. : 8223-2745-02

Une maison de confiance!

114, route 214, Milan (Qc) G0Y 1E0
S.v.p. veuillez prendre rendez-vous :
(819) 657-4268

www.maisonusinex.com

**Le papier,
fibre de notre histoire**


Activité

Atelier de fabrication de papier artisanal
tous les vendredis après-midi de 13h à 16h sur réservation.

Idéale pour toute la famille!

Exposition

jusqu'au 2 avril 2006 à la salle American-Bilrite
Découvrez l'histoire de l'industrie des pâtes et papiers et son rôle dans le développement socio-économique de la région.

Une présentation de


Une production de la Société d'histoire de Sherbrooke

La Société d'histoire de Sherbrooke
275, rue Dufferin, Sherbrooke
Telephone : (819) 821-5406 • Site Web : shs.ville.sherbrooke.qc.ca

Préparez-vous pour l'hiver
chez
SERVICE DE PNEUS COMEAU INC





- BFGoodrich
- Michelin
- Uniroyal
- Yokohama
- Hankook
- et autres...

**Plusieurs promotions
informez-vous!**

Pour un service rapide et courtois

**133, rue Angus Sud,
EAST ANGUS**

(819) 832-3928



UNI PRO
freins
silencieux
suspension
alignement

Centre d'entraide pour hommes de l'Estrie



MomentHom

Parler entre hommes...
pour s'aider soi-même!

819.563.0303

www.momenthom.com

Inauguration d'un nouveau service à Sainte-Croix



Jean-Pierre Boisvert
jean-pierre.boisvert@tribune.qc.ca
DRUMMONDVILLE

Le nouveau service d'imagerie par résonance magnétique (IRM), après un investissement de 4,2 millions \$, a été inauguré hier à l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville.

Le local abritant la nouvelle technologie s'est vu attribuer le nom de «Salle Jean-Pierre Despins», en hommage à ce médecin de famille décédé en décembre 2000. Celui-ci avait ouvert la voie au projet d'acquisition de l'IRM. L'événement s'est déroulé en présence de nombreux dignitaires, dont le ministre du Travail et ministre responsable du Centre-du-Québec, Laurent Lessard, le député Normand Jutra et la mairesse Francine Ruest-Jutras, ainsi que plusieurs interve-

nants dans le milieu de la santé, incluant Michèle Laroche, pdg de l'Agence de santé et de services sociaux de la Mauricie-Centre-du-Québec, et Denis Raiche, président du CA de la Fondation Sainte-Croix.

Pour l'implantation de ce service, une somme de 4,2 millions \$ a été nécessaire, soit 1,7 million \$ pour l'appareil et 2,5 millions \$ pour l'aménagement des locaux, incluant la réfection de l'entrée principale. La plus grande partie de cette somme a été financée par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

«C'est la réalisation d'un projet qui marquera l'histoire de Drummondville», a déclaré Diane Drouin, présidente du CA d'administration de l'Hôpital Sainte-Croix. «D'abord par l'ampleur des investissements, ensuite par l'espace que commande cette nouvelle technologie, qui a nécessité la reconstruction de toute la façade de l'hôpital, et surtout par la mobilisation de toute la communauté».

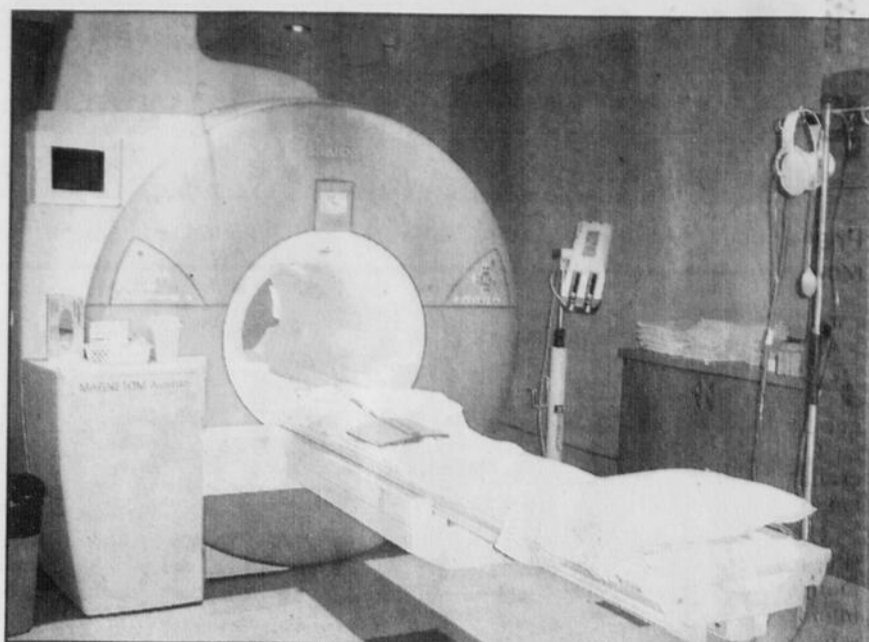
En effet, l'apport de la population

a été considérable, réussissant, par le biais de la Fondation Sainte-Croix, à récolter un montant de plus de 700 000 \$. Le thème de la campagne était «Parce qu'une image vaut tellement mieux que mille maux...»

Essentiellement, l'IRM permet d'explorer certains tissus avec plus de précision et obtenir de l'information concernant les organes internes tels le cerveau, la moelle épinière, les articulations, les vaisseaux, le thorax et l'abdomen. Aucune radiation ou matériel radioactif n'est utilisé. Des diagnostics pourront être réalisés sur douze patients par jour en moyenne, particulièrement pour la détection de tumeurs, de problèmes neurologiques ou de blessures musculo-squelettiques.

Le budget de fonctionnement du service est de l'ordre de 600 000 \$ annuellement (ressources humaines et fournitures). Actuellement, l'équipe de travail affectée à ce service se compose d'un radiologiste et de deux technologues en radiologie. Deux autres radiologistes s'ajoutent prochainement.

«Je viens souvent à Drummondville, parce que vous êtes des faiseurs de bonnes nouvelles. Ne sous-estimez pas l'impact d'un tel projet. Les professionnels de la santé et les usagers en profiteront largement. La communauté drummondvilloise peut être fière, car elle a réussi à faire de son centre hospitalier un enjeu



Jean-Pierre Boisvert, La Tribune

Le nouveau service d'imagerie par résonance magnétique a été inauguré hier à Drummondville.

régional», a affirmé le ministre Lessard qui a profité de son passage pour annoncer un investissement supplémentaire de 220 000 dollars.

Cette somme servira à faire l'acquisition d'un analyseur au laboratoire d'hématologie (95 000 \$) et d'un appareil

pour la chirurgie de l'oeil ainsi qu'un laser ophtalmique.

L'IRM sera en fonction de 8 à 16 heures. Plus de 150 personnes sont actuellement sur la liste d'attente.

Entre nous

MRC de Drummond

Cisaille frappe encore

DRUMMONDVILLE (JPB) - Sept personnes, dont cinq femmes, ont été arrêtées jeudi à Drummondville par des policiers qui procédaient à une opération du programme Cisaille.

C'est jeudi matin, peu après neuf heures, que les policiers se sont rendus sur le chemin Longue-Pointe, dans le secteur Saint-Nicéphore, pour éradiquer une plantation de cannabis. Ils ont été surpris de voir qu'il y avait production de cannabis sur les lieux.

Le propriétaire des lieux, un homme de 53 ans de Saint-Nicéphore, était parmi les sept personnes arrêtées. L'une d'entre elles a été libérée sur promesse de comparaître et devrait revenir devant les tribunaux ultérieurement. Les six autres personnes ont été gardées détenues et devaient comparaître hier au palais de justice de Drummondville sous des accusations criminelles de production de cannabis, possession de stupéfiant et possession en vue d'en faire du trafic. Le propriétaire des lieux fera face à un chef supplémentaire pour une arme à feu non autorisée.

Sur place, la SQ a saisi, selon le sergent Stéphane Lévesque, 161 kilos de marijuana en vrac, 329 plants de marijuana, une arme à feu et autres items reliés. Les enquêteurs de la SQ du bureau régional d'enquête du district Mauricie et Centre-du-Québec ont assisté leurs confrères de la MRC Drummond.

MRC Memphrémagog

Ste-Catherine dans le vent

MAGOG (JFG) - Jonché au sommet d'un plateau, le village de Ste-Catherine-de-Hatley est particulièrement exposé au vent. C'est donc l'endroit idéal pour tenir une activité telle la Fête du vent, événement qui en sera à sa deuxième édition cette année.

«C'est tellement caractéristique de notre municipalité, le vent», confie Marie-Claude Tardif, porte-parole du Comité des loisirs de Ste-Catherine, qui organise la Fête du vent.

Grâce à ce vent qui balait habituellement le village, les organisateurs de la Fête du vent espèrent certes voir de nombreux cerfs-volants dans le ciel de Ste-Catherine-de-Hatley dans le cadre de leur événement, qui se déroulera les 8 et 9 octobre.

Mais on ne se limitera pas à faire voler des cerfs-volants durant ce rendez-vous créé l'an dernier par Martin Normand, qui s'appelait à l'origine la Tombola du vent. Ainsi, des ateliers de fabrication

de cerfs-volants et des démonstrations de parapente auront également lieu.

Les activités débuteront à 13 h, samedi prochain, dans un vaste champ en bordure du chemin de North Hatley. En outre, à 16 h 30 le même jour, un souper sera servi au son de la musique du chansonnier Gary Dubé.

Le lendemain, aucune activité précise n'est prévue à l'horaire de l'événement ayant connu un succès mitigé en 2004. Cependant, on invite les vrais amateurs de cerf-volant à s'amener au même endroit que la veille pour du vol libre.

«Nous avons voulu réaliser un événement plus modeste que l'an passé cette année, explique Martie-Claude Tardif. On souhaite au moins avoir un succès local. Mais c'est clair qu'on a le goût que la Fête du vent revienne à tous les ans.»

Activités au féminin

MAGOG (JFG) - Toujours plus prisées d'une année à l'autre, les activités régulières du Centre des femmes Memphrémagog ont recommencé tout récemment, après le lancement de la programmation 2005-2006 de l'organisme.

La Pause café, les Femmes'oeufs déjeuners, ainsi que les groupes d'entraide et de soutien à la médiation sont de retour cette année au Centre des femmes, qui offre également une foule d'ateliers sur divers sujets et un service gratuit de relation d'aide individuelle.

Par ailleurs, au cours de la prochaine année, le Centre des femmes Memphrémagog a l'intention de se pencher sur l'hypersexualisation des jeunes filles. Un comité sera formé et, éventuellement, l'organisme tiendra des activités en lien avec ce sujet.

Notons que le centre recevra les femmes de la région de Magog dans ses locaux à l'occasion d'une journée portes ouvertes qui se déroulera mardi prochain, entre 9 h et 12 h puis de 13 h à 16 h

MRC de Coaticook

Saisie à Compton

Compton (GST) - Les policiers de la Sûreté du Québec ont effectué une perquisition sur la rue Léon-Gérin à Compton hier après-midi vers 15 h. Ils ont saisi tout près de 40 kilos de marijuana ainsi qu'une soixantaine de plants.

Une courte enquête a mené une dizaine de policiers de la MRC de Coaticook à effectuer cette saisie, mandat de perquisition en main. Un homme de 40 ans et une femme de 51 ans, tous deux résidents de l'endroit perquisitionné, ont été arrêtés et sont actuellement détenus. Ils comparaitront lundi au palais de justice de Sherbrooke.



La Tribune, Gilles Besmargian

Cinq blessés à Warwick

Une collision par l'arrière dans le Rang 4 Est de Warwick, vers 14 h 30 hier, a causé des blessures à cinq des occupants des deux véhicules. Pour en dégager deux, les policiers et ambulanciers ont fait appel aux pinces de désincarcération de la brigade des incendies de Warwick. Selon les premières constatations, la voiture ayant été happée était immobilisée sur la voie publique. On ne craint pour aucune des personnes blessées.

Liquidation des 2005



Comparez-la avec la Corolla, la Sentra et l'Elantra



SUZUKI AERIO BERLINE TA 2005

Freins ABS, transmission automatique, glaces/serrures/stéroviseurs (chauffants) à réglage électrique, coussins gonflables perfectionnés (conducteur et passager avant), coussins gonflables latéraux (conducteur et passager avant), climatisation automatique, puissant moteur de 155 ch, lecteur AM/FM/CD avec 6 haut-parleurs et commandes audio montées sur le volant, régulateur de vitesse, téléverrouillage avec fonction d'urgence, prise d'alimentation, de l'espace pour 5, siège du conducteur à hauteur réglable, volant inclinable, protégemoquettes, un plein d'essence inclus.

Achat au comptant :

15 995\$

Venez en faire l'essai!



Le nouveau

GRAND VITARA 2006

Complètement redessiné!

SHERBROOKE SUZUKI

Là où l'accueil et le service font toute la différence!

4242, Boul. Bourque, Rock Forest

VENTES : (819) 340-1200 SERVICES : (819) 340-1202

PROGRAMME SUZUKI POUR LES DIPLOMÉS

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE.



L'offre « Prix d'achat au comptant » pour toutes les Suzuki Aerio berline TA 2005 neuves, inclut des rabais ou autres incitatifs disponibles uniquement si le client choisit l'offre de « Prix d'achat au comptant » et ne peut être combinée à aucune autre offre. Le « Prix d'achat au comptant » n'inclut pas les frais de transport et de préparation (995 \$). Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. L'offre « Prix d'achat au comptant » n'inclut pas les frais d'immatriculation, d'assurances, d'acquisition, d'administration, d'enregistrement RDRPM ou toutes taxes applicables. Les diplômés récents de niveau collégial ou universitaire peuvent être admissibles à un rabais pouvant atteindre 750 \$ sur certains modèles. Ces offres sont d'une durée limitée et ne peuvent être combinées à aucune autre offre.

Invitation

CONFÉRENCE
LE RÉGLEMENT D'UNE SUCCESSION

Mercredi, 5 octobre, 19 h à 21 h 15

Voici les sujets qui seront traités :

- Les formes de testaments**
À notre décès, un processus long et coûteux peut être requis si nous n'avons pas un testament notarié
- Dévolution légale des successions**
À défaut de testament, c'est la Loi qui décide à qui iront nos biens. Est-ce vraiment ce que vous voulez?
- Le rôle du liquidateur**
Ses devoirs et obligations
- Le bilan patrimonial**
Un outil indispensable pour votre liquidateur

COÛT D'ENTRÉE : gratuit / membres; 5 \$/non-membres.

S.V.P. confirmez votre présence.
Places limitées. Une collation sera servie.
Salle de rencontre : 1011, rue Galt Ouest, Sherbrooke.
Au plaisir de vous y rencontrer!
Information et inscription : 348-3763



M^{me} JOHANNE PRATTE
NOTAIRE ASSOCIÉE DE
L'ÉTUDE PARÉ, PRATTE
NOTAIRES DE SHERBROOKE

Une approche humaine
depuis 1974
www.coopfuneraire.com



COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE DE L'ESTRIE

Opinions

Présidente et éditrice: Louise Boisvert

Rédacteur en chef: Maurice Cloutier

Directeur de l'information: André Larocque

Adjointe au directeur: Jacynthe Nadeau

L'ouverture sur le monde



André Larocque

andré.larocque@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Confronté au vieillissement de sa population et à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, le Québec n'a d'autre choix que d'augmenter le nombre d'immigrants pour surmonter cet important défi démographique.

En 2007, le Québec devrait accueillir annuellement 48 000 immigrants, soit 27 pour cent de plus qu'en 2002.

Ces nouvelles admissions incluront davantage de jeunes personnes actives, de jeunes familles et d'immigrants dits «économiques».

Afin de maintenir la pérennité du français au Québec, au moins la moitié des nouveaux arrivants connaîtront notre langue.

L'Estrie compte environ 10 000 citoyens nés à l'étranger, dont les deux tiers ont élu domicile à Sherbrooke. La ville-centre accueille bon an mal an quelque 400 immigrants, un nombre qui sera évidemment appelé à croître conformément à la planification triennale élaborée par le gouvernement Charest.

En septembre 2003, Sherbrooke se dotait d'une politique d'accueil pour les immigrants qui a par la suite donné lieu à une vaste consultation.

Taux de chômage plus élevé que la moyenne, rareté de logements locatifs, intégration linguistique difficile. Autant de constats décrits dans ce document qui mettait en lumière l'importance pour Sherbrooke d'adopter une stratégie globale d'intégration de ces nouveaux citoyens.

On y soulignait notamment la sous-utilisation de l'expertise des immigrants dont 40 pour cent détiennent un diplôme universitaire.

Il est d'ailleurs plutôt paradoxal d'entendre d'un côté ce discours sur la pénurie de main-d'œuvre au

Québec et de l'autre de constater qu'on tarde à reconnaître les acquis et les compétences de gens formés et éduqués qui pourraient répondre aux besoins criants des entreprises.

Est-ce normal qu'en 2005 on ne puisse dénicher un médecin de famille alors que des médecins formés à l'étranger sont contraints d'exercer un autre métier souvent payé au salaire minimum, car la mise à niveau de leurs connaissances donne lieu à un processus à la fois long et onéreux?

C'est un exemple parmi tant d'autres bien entendu. Mais il illustre sans doute à lui seul la difficulté qu'ont les immigrants à s'intégrer à notre société qu'on dit pourtant moderne et ouverte sur le monde.

L'Estrie compte environ 10 000 citoyens nés à l'étranger, dont les deux tiers ont élu domicile à Sherbrooke

Et que dire des entreprises qui tardent à se doter d'une véritable politique d'embauche des immigrants?

Autant l'intégration sociale des immigrants semble se faire relativement bien au Québec et en Estrie, autant leur intégration au marché du travail semble poser problème.

C'est sans doute ce qui explique la campagne de sensibilisation élaborée par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles qui entend profiter de la Semaine des rencontres interculturelles (2 au 9 octobre) pour informer les employeurs de l'Estrie sur la valeur de la main-d'œuvre immigrante.

En Estrie et ailleurs au Québec, il y a tout un défi à relever en la matière comme vous le constaterez en lisant le dossier préparé par notre journaliste Denis Dufresne.

Pour nous écrire

La Tribune invite ses lecteurs à réagir à l'actualité dans cette page. Les lettres courtes seront privilégiées et la direction se réserve le droit d'abréger les documents.

Ne seront publiées que les lettres portant le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de leur auteur. Seuls le nom et le lieu de résidence apparaîtront toutefois dans le journal.

Envoyez vos documents: par courriel: redaction@tribune.qc.ca; par télécopieur: 564-8098; ou par la poste: **Opinions des lecteurs, 1950, rue Roy, Sherbrooke, Québec, J1K 2X8.**

Analyse

Déséquilibre fiscal : le mensonge



Alain Dubuc

Collaboration spéciale

L'existence du déséquilibre fiscal a fourni aux tenants du Parti québécois de solides arguments pour dénoncer les dysfonctionnements du fédéralisme et mettre en valeur leur propre solution. Mais il les a également amenés à affirmer que la récupération de ce surplus donnerait à un Québec souverain une marge de manoeuvre significative. On connaît la formule : l'argent est à Ottawa, les besoins sont à Québec. Il suffit donc d'aller chercher ce magot pour régler nos problèmes.

Déjà, dans cette chronique, j'ai dénoncé les abus de cette démarche, qui amènent à faire croire que cette hypothétique marge de manoeuvre suffirait à tout régler, de la santé à l'éducation, en passant par le règlement des conventions

collectives et le développement régional.

Mais il y a un autre vice, plus profond, dans le discours péquiste dominant. L'argent est peut-être à Ottawa, mais le hic, c'est que ce n'est pas le nôtre. Les surplus du fédéral ne proviennent pas du Québec, mais plutôt des trois provinces riches. Et si le Québec choisit l'indépendance, il est hors de question que nous puissions les récupérer. Le déséquilibre fiscal, c'est un concept qui n'a de sens que dans le cadre du fédéralisme.

J'ai montré hier, à partir des comptes économiques, que le fédéral enregistrait, en 2002, un surplus de 6,7 milliards. Mais le Québec, lui, est gagnant et retire 3,3 milliards de plus que ce qu'il verse en impôts. Ce sont l'Alberta, la Colombie-Britannique et surtout l'Ontario, en déficit de 21 milliards, qui financent la marge de manoeuvre fédérale.

Dans une logique canadienne, les provinces peuvent se battre pour mettre la main sur ce surplus, en comptant sur la philosophie de redistribution du fédéralisme. Le Québec, avec le quart de la population, peut réclamer le quart des fonds, quoique nous savons tous que

le processus est lourd et le succès pas évident.

Mais ce qui est certainement un non sens, c'est de croire que la meilleure façon de récupérer nos billes serait de faire l'indépendance et de récupérer nos billes. Car ce ne sont pas nos billes. Il n'y a aucune espèce de possibilité qu'un Québec souverain mette la main sur des sommes qui proviennent des impôts des Albertains ou des Ontariens.

La marge de manoeuvre sur laquelle pourrait compter un Québec indépendant n'a rien à voir avec le déséquilibre fiscal et repose sur une toute autre dynamique. Le surplus de 17 milliards sur une période de cinq ans que promet l'étude de François Legault repose essentiellement sur les économies que permettrait l'élimination des chevauchements, évaluées avec un grand optimisme à 2,7 milliards par année. Mais nulle part, dans ce document, on n'évoque la moindre récupération d'un quelconque surplus.

Est-ce bien clair, quand on entend les leaders et les candidats péquistes, qu'il s'agit-là de choses séparées, que le déséquilibre fiscal et les surplus fédéraux

n'existent que dans le cadre fédéral, que cet argent ne serait pas accessible après l'indépendance, que la marge de manoeuvre d'un Québec souverain dépend presque uniquement d'une difficile opération de restructuration et d'élimination des chevauchements? Absolument pas. François Legault, André Boisclair, Pauline Marois confondent allégrement les deux.

Commençons par François Legault qui, dans un texte publié la semaine dernière dans *La Presse*, associe clairement déséquilibre et souveraineté : «Le déséquilibre fiscal démontre le dysfonctionnement du système fédéral. L'argent est à Ottawa et les besoins à Québec. La souveraineté aurait pour effet de corriger ce déséquilibre et d'allouer les ressources fiscales là où les besoins se font sentir. Il s'agirait d'une évolution positive. A moins que l'on ne préfère que le gouvernement fédéral continue à engranger des surplus...»

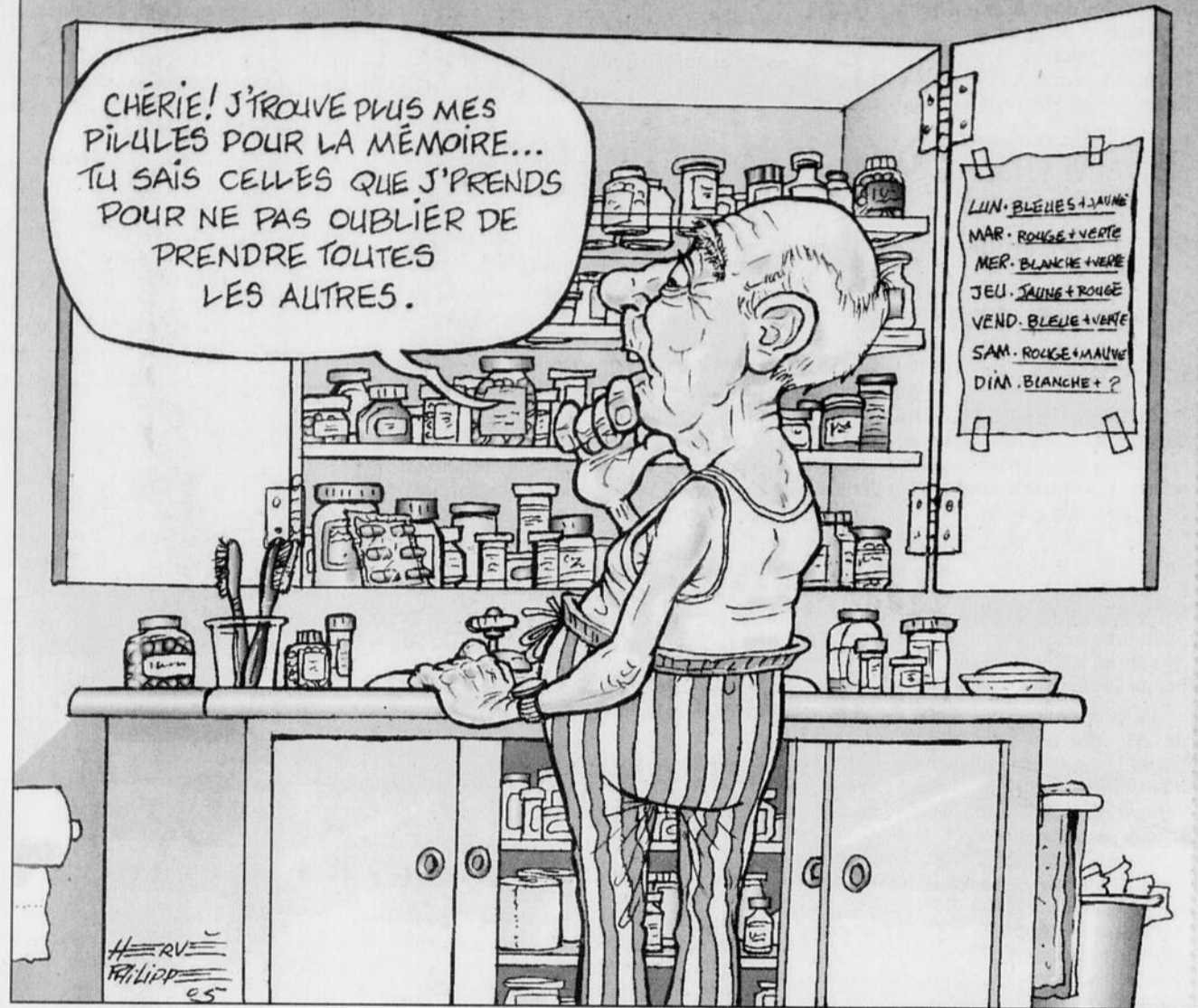
Le candidat favori, André Boisclair, trace lui aussi un lien direct entre les milliards fédéraux et la souveraineté. «Je ne comprends pas pourquoi nous serions

coincés alors que la solution existe: des milliards qui s'accumulent à Ottawa. M. Charest est en train de faire la démonstration que le Québec comme province n'est plus gérable. Il y a une autre voie et elle s'appelle la souveraineté du Québec.»

Madame Pauline Marois n'est pas en reste. «Les difficultés financières du gouvernement du Québec sont réelles. Elles illustrent l'impuissance grandissante qui sera celle de tous les gouvernements du Québec de l'avenir si nous restons dans ce régime. Cette impuissance du gouvernement provincial québécois se traduira de plus en plus par une incapacité à répondre aux besoins réels de nos concitoyens... Et pendant ce temps, Ottawa emmagasine des surplus faramineux qu'il dépense avec une indécente créativité.»

Même discours, même confusion. Elle tient probablement moins à de la malhonnêteté intellectuelle qu'à de la confusion mentale. Dans un climat de course au leadership dominée par la pensée magique, la première victime, c'est la logique des faits.

CANADIENS ET QUÉBÉCOIS N'ONT JAMAIS PRIS AUTANT DE PILULES



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

Tribune libre

L'autre côté de la médaille

Depuis quelques jours, *La Tribune* permet à des conseillers municipaux et à des citoyens du grand Sherbrooke de vanter les réalisations ou la cordialité des membres du conseil municipal de Sherbrooke.

À six semaines du prochain scrutin, nous sommes en droit d'attendre plus d'objectivité de la part du quotidien Sherbrookois. Je me permets de vous suggérer de donner aussi l'autre côté de la médaille.

La semaine dernière, la conseillère Chantal L'Espérance, qui au cours de son dernier mandat a très rarement pris la parole, nous a fait l'éloge sur un tiers de page de la fête de quartier tenue au domaine Howard. Tant mieux si à cette occasion Mme la conseillère s'est bien amusée.

Mais où était cette dernière lorsqu'une somme de 250 000 \$ a été versée à deux hauts fonctionnaires en guise de prime de départ? Où était Mme L'Espérance, l'ingénieur, lorsque l'usine d'épuration du secteur Rock Forest déversait sa

merde dans la rivière Magog? Pourquoi Mme la conseillère se taisait-elle alors que les administrateurs du projet Cité des Rivières, dont elle était présidente du comité exécutif, accumulaient retards et dépassements des coûts? Pourquoi les journalistes de *La Tribune* ne posent-ils pas ces questions?

Il y a une quelques jours dans cette même page, c'était un Valer Rodriguez qui n'en tarissait pas d'éloges envers M. Perrault et son équipe. Il se disait fier d'être Sherbrookois.

Moi aussi je suis fier d'être Sherbrookois, mais je me pose de sérieuses questions lorsque le journal que je consulte depuis quarante ans rapporte qu'un million de personnes ont fréquenté la Cité des Rivières. Pourquoi publier de telles exagérations? La semaine dernière, notre député et premier ministre Jean Charest, à sept semaines des élections municipales, est venu annoncer qu'une somme de 3,5 millions serait investie par son gouvernement pour la suite de aménagements des infrastructures de la

Cité des Rivières. La même somme sera versée par notre gouvernement fédéral ainsi que par la Ville de Sherbrooke pour un total de 10 millions.

Pourquoi *La Tribune* n'a-t-elle pas signalé qu'il serait beaucoup plus logique d'investir notre argent dans l'amélioration de la qualité de l'eau de la rivière Magog, plutôt que dans l'aménagement de nouveaux équipements, tel un marché public, dépenses qui devraient relever strictement de l'entreprise privée.

Je ne suis qu'un simple citoyen, je ne possède que le pouvoir des mots. Je suis considéré, par plusieurs, comme un indécorable brailleur. La vérité est que je veux seulement que l'on cesse de me prendre pour une cruche qu'on veut emplir de faussetés et d'exagérations. J'espère aussi que mon journal évitera la partisanerie et saura faire la part des choses au cours de la prochaine campagne électorale.

Jean Chenay
Sherbrooke

**Les syndicats
des secteurs
public et
parapublic
demandent près
de 7 milliards
de dollars.
Cela correspond
au budget
annuel de tous
ces ministères :**

Transports

Sécurité publique

Culture et Communications

Ressources naturelles et Faune

Immigration et Communautés culturelles

Développement durable, Environnement et Parcs

Développement économique, Innovation et Exportation

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Famille, Aînés et Condition féminine

Relations internationales

Tourisme

Le gouvernement du Québec a déposé aux membres des syndicats des secteurs public et parapublic une offre généreuse d'augmentation salariale de 12,6 % représentant **3,2 milliards de dollars sur 6 ans**.


Cette offre respecte la capacité de payer des Québécois, permet de rétablir l'équité salariale et préserve la sécurité d'emploi des employés de l'État.

Les demandes des syndicats s'élèvent à près de 7 milliards de dollars. Il serait irresponsable de la part du gouvernement d'accepter de telles demandes. Cela compromettrait l'équilibre budgétaire du gouvernement et entraînerait des coupures de services ainsi que des hausses d'impôts et de taxes.

Voilà pourquoi nous avons rejeté ces demandes.

Être responsable, c'est garantir notre avenir.

Pour en savoir plus, visitez le www.tresor.gouv.qc.ca

Québec 

Cinq filles, un soir



Laura Martin
laura.martin@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Les filles font ça. Elles s'appellent et s'invitent. A la dernière heure, se donnent moment et lieu et improvisent une bouffe. Chacune emporte une offrande comestible et les dernières histoires qui chatouillent sa langue. Exclut ceux qui n'ont ni sacoche ni désir de laisser le temps couler sur leurs dents. Autour d'un ballon rouge, elles commencent simplement.

Les auteures-compositrices-interprètes font ça différent. Elles se contactent, par agent interposé, et s'invitent non pas pour souper mais pour tourner. Formule «on s'appelle et on chante». Chacune emporte trois ou quatre offrandes musicales, les dernières histoires qui ont chatouillé sa plume. Exclut ceux qui n'ont ni curiosité ni désir de s'abandonner. Autour de micros et d'instruments, elles commencent divinement.

Cinq demoiselles aux minois jolis mais plus ou moins connus, qui participent au spectacle collectif *Toutes les filles*, s'étaient donné leur deuxième rendez-vous hier soir, au Vieux Clocher de Sherbrooke. Chacune emportait ses ustensiles à cordes ou à peaux. Catherine Durand fournissait les réparties sucrées et la voix de vanille, Catherine Major, le piano flambé, Gaëlle, la présence gourmande, Ariane Gauthier, le sourire comme dessert, et Mara Tremblay, tout le reste. Et quel reste!

Elles ne sont peut-être pas aussi amies que ces amies que chère ou bon potin réunit, mais ces artistes aiment le partage et l'inattendu. Parce que la beauté de ces soirées, c'est qu'elles vivent et meurent. Ou'elles n'ont ni passé ni avenir. Ou'elles sont momentanées, mais qu'elles survivent dans la boîte des souvenirs. «C'est quelque chose qui ne se passera plus jamais», a résumé la Major qui était la cadette.

Comme pour ces soupers au pied levé, tout n'était pas réglé sur la scène. Quelques silences inconfortables parfois autour de la table. Le couvert, désac-



Imacom, Maxime Picard

Cinq auteures-compositrices-interprètes plus ou moins connues, qui participent à la tournée *Toutes les filles*, s'étaient donné leur deuxième rendez-vous hier soir, au Vieux Clocher de Sherbrooke. Catherine Durand, Mara Tremblay, Gaëlle, Ariane Gauthier et Catherine Major (absente sur la photo) servent un spectacle chaleureux, où le cérémonial et le prévisible n'ont pas leurs places.

cordé, qui prend du temps à se placer. Sinon, que du bon.

Catherine Durand a mis la nappe. C'est elle, assurément la plus à l'aise dans le concept, qui a assuré le service toute la soirée, brisant la glace quand les anges passaient. De son troisième album *Dia-porama*, elle a interprété la chanson titre, *Aujourd'hui et Mon bateau*, mélodies simples que les filles ont transformé en fes-

tins. Parce qu'à chaque recette de l'une, toutes mettaient la main à la pâte, en faisant des choeurs, en jouant de l'oeuf, de la cuiller, du piano, de la guitare, du violon, du claquement de doigts ou du djembé. Il faut de foutues bonnes cuisinières pour ajouter spontanément ses accords-ingrédients, ses quelques notes.

Elles l'ont fait magnifiquement sur la *Douce leur* de Mara Tremblay. Toujours sensible et à l'écoute des copines, elle

était belle à regarder et à entendre avec son archet ou au piano (*La tranquillité*). La jeune recrue, Ariane Gauthier, dont le premier album a trois mois à peine, aura sûrement gagné des adeptes avec cette fraîcheur qui lui colle aux fossettes et aux chansonnettes. Plus sombre, Catherine Major sortait du lot avec sa poésie délicate, loin des amuse-gueules, surtout sur *L'aimant magnétique*, mélodie à peine sortie du four. L'ex-Sherbrookoise

Gaëlle, qu'on connaissait surtout comme interprète, a fait goûter à ses compositions entraînant, entre tango et musette, follement digestives.

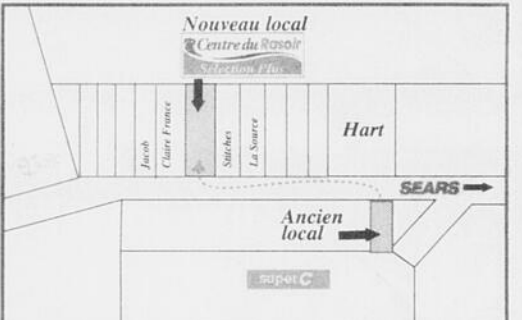
La bande des cinq a fait ça sans décor, sans centre de table, dans un salon noir et devant des gens froids qu'elles ne connaissaient pas.

J'en suis repartie le ventre plein et le sourire aux lèvres. On s'appelle et on remet ça?

NOUS SOMMES DÉMÉNAGÉS!

Centre du Rasoir
Sélection Plus

Magasin agrandi avec une plus vaste sélection!



Rabais 20\$ 29⁹⁸

151ZC SÈCHE-CHEVEUX PROFESSIONNEL AVEC IONS
Puissant moteur C.A. 2 vitesses et 2 niveaux de chaleur. Bouton à jet d'air frais. Comprend diffuseur et concentrateur.
Ord.: 49,99\$
CONAIR

GARANTIE MEILLEUR PRIX

Rabais 30\$ 169⁹⁸

HQ8825 RASOIR SENSOTEC RECHARGEABLE
Pour rasage avec ou sans fil. Indicateur de charge à DEL et contrôle de confort personnel. Recharge en 1 heure pour jusqu'à 50 minutes de rasage sans fil. Se nettoie facilement sous le robinet.
Ord.: 249,99\$
PHILIPS

GARANTIE MEILLEUR PRIX

Rabais 50\$ 169⁹⁸

ES8017 RASOIR RECHARGEABLE PRO-CURVE MAX
Rasage avec ou sans fil. Système de rasage triple, indicateur de charge, système de recharge de 1 heure, pour rasage à sec ou humide. Se rince sous l'eau. Tension universelle.
Ord.: 219,99\$
Panasonic Pro-Curve

GARANTIE MEILLEUR PRIX

99¢

AIGUISAGE D'UN COUTEAU

Sur présentation de ce coupon, faites aiguiser un couteau de cuisine pour seulement 0,99\$. Prix courant 3,50\$. Un coupon par client. L'offre prend fin le 19 octobre 2005.

Centre du Rasoir Sélection Plus
Carrefour de l'Estrie
(819) 346-8979

Rabais 20\$ 109⁹⁸

78119 RACLETTE AMBIANCE
Avec thermostat, plaque anti-adhésive et 10 coupelles.
Ord.: 129,99\$
T-fal

Centre du service Autorisé

Rabais 60\$ 239⁹⁸

VIA VENETO ARGENT CAFETIÈRE ESPRESSO
Pompe à pression de 15 bars, porte-filtre pressurisé pour des espresso très crémeux.
Ord.: 299,99\$
Saeco.

Centre du service Autorisé

Carrefour de l'Estrie (819) 346-8979
Prix en vigueur jusqu'au 19 octobre 2005 ou jusqu'à épuisement des stocks.